

SEANCES DU MARDI 30 JUIN 1987
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 30 JUNI 1987ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE :

PROJETS DE LOI (Discussion) :

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1985.

Projet de loi contenant le budget du ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1986.

Projet de loi contenant le budget du ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1987.

Interpellation jointe de M. Hatry au Premier ministre et au Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques sur « la diffusion d'informations, dans le grand public et dans les milieux professionnels, tendant à faire croire en une violation expresse de l'accord gouvernemental (qui prévoit l'absence d'augmentation de toute taxe) et annonçant une augmentation massive de la fiscalité sur l'ensemble des produits pétroliers (essence, diesel, gas-oil de chauffage, LPG, fuel-oil extra-lourd) ».

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: MM. de Wasseige, Capoen, V. Van Eetvelt, Boël, Gryp, Hofman, Didden, p. 2428.

ORDRE DES TRAVAUX :

Page 2441.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1986-1987
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1986-1987

INHOUDSOPGAVE :

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging) :

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1985.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1986.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1987.

Toegevoegde interpellatie van de heer Hatry tot de Eerste minister en tot de Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken over « het verspreiden van inlichtingen onder het publiek en in beroepskringen waaruit zou moeten blijken dat het regeerakkoord (dat elke belastingverhoging uitsluit) met voeten wordt getreden en dat de belasting op de totaliteit van de olieprodukten (benzine, diesel, huisbrandolie, LPG, extra-zware stookolie) aanzienlijk zal worden verzwaard ».

Algemene beraadslaging (hervatting). — *Sprekers*: de heren de Wasseige, Capoen, V. Van Eetvelt, Boël, Gryp, Hofman, Didden, blz. 2428.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN :

Bladzijde 2441.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 20 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 20 m.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1985

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1986

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1987

Reprise de la discussion générale

INTERPELLATION JOINTE DE M. HATRY AU PREMIER MINISTRE ET AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES SUR « LA DIFFUSION D'INFORMATIONS, DANS LE GRAND PUBLIC ET DANS LES MILIEUX PROFESSIONNELS, TENDANT À FAIRE CROIRE EN UNE VIOLATION EXPRESSE DE L'ACCORD GOUVERNEMENTAL (QUI PRÉVOIT L'ABSENCE D'AUGMENTATION DE TOUTE TAXE) ET ANNONÇANT UNE AUGMENTATION MASSIVE DE LA FISCALITÉ SUR L'ENSEMBLE DES PRODUITS PÉTROLIERS (ESSENCE, DIESEL, GAS-OIL DE CHAUFFAGE, LPG, FUEL-OIL EXTRA-LOURD) »

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE
BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE
ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1985

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET
MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET
BEGROTINGSJAAR 1986

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET
MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET
BEGROTINGSJAAR 1987

Hervatting van de algemene beraadslaging

TOEGEVOEGDE INTERPELLATIE VAN DE HEER HATRY TOT DE EERSTE MINISTER EN TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN OVER « HET VERSPREIDEN VAN INLICHTINGEN ONDER HET PUBLIEK EN IN BEROEPSKRINGEN WAARUIT ZOU MOETEN BLIJKEN DAT HET REGEERAKKOORD (DAT ELKE BELASTINGVERHOOGING UITSLUIT) MET VOETEN WORDT GETREDEN EN DAT DE BELASTING OP DE TOTALITEIT VAN DE OLIEPRODUKTEN (BENZINE, DIESEL, HUISBRANDOLIE, LPG, EXTRA-ZWARE STOOKOLIE) AANZIENLIJK ZAL WORDEN VERZWAARD »

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des projets de loi relatifs au budget des Affaires économiques à laquelle est jointe l'interpellation de M. Hatry au Premier ministre et au Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van Economische Zaken waaraan de interpellatie van de heer Hatry tot de Eerste minister en tot de Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken, is toegevoegd.

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, je regrette que le président de la commission et qu'aucun des deux rapporteurs ne soient actuellement présents.

En effet, contrairement à l'habitude et eu égard à la qualité du travail des rapporteurs, vous aurez sans doute remarqué que plusieurs membres de la commission se sont abstenus sur l'approbation du rapport. Je ne vous cacherai pas que je figurais parmi eux et regrette même de ne pas avoir voté contre. Je m'explique.

Les travaux de la commission ont été menés très rapidement par le président et il a été demandé au ministre, pour gagner du temps, d'introduire, dans le rapport, un certain nombre d'informations complémentaires — c'est une pratique habituelle, le ministre n'est pas en cause — mais il a fallu attendre un mois et demi avant de recevoir ce rapport. Il aurait donc été possible de consacrer une ou deux séances supplémentaires aux travaux de la commission, d'autant plus que, forcément, les ministres n'ont pas pu s'expliquer sur l'ensemble de la politique qu'ils entendaient mener au travers du budget. En outre, les membres de la commission n'ont pas non plus eu l'occasion de discuter du point de vue des ministres et d'apporter une contribution éventuelle, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition.

C'est ainsi qu'en plusieurs endroits du rapport, figurent non seulement des tableaux chiffrés introduits par l'un ou l'autre ministre, mais également des considérations qu'ils ont émises quant à ces tableaux, considérations qui, normalement, auraient dû trouver place en commission et être soumises à la discussion, ce qui ne fut pas le cas.

Mais, il est plus grave et, à mon sens, totalement inadmissible, que, des deux tiers de la page 37 aux deux tiers de la page 41, c'est-à-dire exactement quatre pages sont consacrées à une note du président de la commission, introduite après l'approbation, par celle-ci, du rapport.

Je trouve ce procédé inadmissible, et de la part du président de la commission — je regrette qu'il soit absent car je le lui aurais dit calmement, mais fermement — et de la part des rapporteurs, de l'avoir accepté. Je les informerais d'ailleurs personnellement de ma désapprobation car je ne voudrais pas qu'ils l'apprennent en lisant le compte-rendu.

On remarquera également, à la lecture du rapport, que les discussions n'ont, en fait, pas été très longues. Un certain nombre de membres de la commission appartenant non seulement à l'opposition, mais aussi à la majorité, se sont cependant exprimés sur l'un ou l'autre problème, mais leur point de vue est réduit au strict minimum, alors que les réponses des ministres sont largement développées, comme il se doit d'ailleurs. « Ils n'ont pas trop, ce sont les autres qui ont trop peu ! »

Ce n'est d'ailleurs pas la seule plainte que nous pourrions émettre en ce qui concerne le fonctionnement de cette commission, mais c'est là une autre histoire !

Venons-en au contenu du rapport et du budget.

Je me propose d'intervenir plus spécialement sur quatre points : la politique des prix et l'ensemble de la politique économique, les problèmes de compétitivité — je n'oserais parler de politique énergétique car il y a des politiques énergétiques ou une absence de politique énergétique — et enfin quelques points accessoires.

En ce qui concerne le premier, on peut remarquer, et c'est important, que le taux d'inflation, même s'il a continué à baisser, au cours des derniers mois, reste très élevé par rapport à celui d'autres pays si on le calcule compte non tenu de la baisse des prix des produits pétroliers. D'après le tableau, fort intéressant, figurant à la page 76 du rapport, on peut se rendre compte que si les prix pétroliers étaient restés bloqués au niveau de décembre 1985, le taux d'inflation, en 1986, aurait été de l'ordre de 3 p.c. ou, plus exactement, de 1,99 p.c.

M. Maystadt, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques. — Le chiffre le plus récent est 1,84 p.c.

M. de Wasseige. — Nous avons donc un taux d'inflation d'environ 2 p.c., chiffre relativement élevé, comparé à celui d'autres pays, compte tenu que non seulement les prix pétroliers, mais l'ensemble des prix énergétiques, du gaz et du charbon notamment, ainsi que les prix de gros et des matières premières ont sensiblement régressé et continuent à le faire. En d'autres termes, ce que d'aucuns appellent des « rigidités » et d'autres, des situations de non-concurrence ou de monopole, font que non seulement certains prix augmentent indûment, mais aussi que la baisse des prix des matières premières et, en particulier, des produits pétroliers, ne se répercute ni sur les prix de détail, ni sur les prix à la consommation.

Ceci nous amène à conclure qu'une erreur a été commise par le gouvernement au moment de la baisse brutale des prix pétroliers.

Il aurait fallu alors augmenter les droits d'accises, ce qui aurait constitué une rentrée, n'aurait rien changé à la situation actuelle puisqu'il n'y a pas eu d'effets sur les prix en aval, mais aurait été un moyen plus juste de répartir ce pouvoir d'achat supplémentaire. En laissant baisser les prix pétroliers sans compensation, vous avez favorisé les consommateurs de ces produits au détriment notamment des petits ménages, des pensionnés, des gens ne possédant pas de voiture, occupant de petites habitations et qui, en ville, se chauffent au gaz, voire au charbon. Toutes ces personnes n'ont absolument pas bénéficié, ni directement ni indirectement, de la baisse du prix des produits pétroliers, le prix des biens de consommation n'ayant pas diminué. Des études, suivant modèle économétrique, réalisées notamment par DULBEA, ont pourtant prouvé l'intérêt d'une telle politique.

En ce qui concerne la balance commerciale, figure à la page 31 du rapport, un tableau fort intéressant. Les chiffres qui y sont repris montrent bien l'inefficacité de la politique suivie par le gouvernement depuis 1982. En effet, malgré les contractions opérées sur les revenus, les salaires, les sauts d'index, etc., la balance commerciale importation-exportation, hors produits pétroliers, légèrement positive en 1982, à raison d'un montant de 84 milliards, s'améliore les années suivantes.

Contrairement à ce que le gouvernement et vous-même avez affirmé et aux effets devant, selon vous, découler de la dévaluation, il n'y a pas

eu de rétablissement de l'équilibre de la balance commerciale puisque celle-ci ne s'améliore plus substantiellement.

Par contre, au niveau des produits pétroliers, l'effet d'économie est très net, très rapide et très sensible.

En ce qui concerne la formation brute de capital, on s'aperçoit qu'elle reste très faible, surtout au niveau des investissements industriels, ce qui est important.

A ce niveau, le ministre s'est exprimé très clairement dans une des considérations figurant au rapport. Il a déclaré que le rétablissement de la compétitivité des entreprises ne suffit pas et que d'autres mesures s'imposent, ce qui prouve sans doute sa lucidité.

Mais, dans ce cas, il faudrait que le gouvernement, et lui-même, tirent un certain nombre de leçons et se rendent compte qu'il faut prendre d'autres mesures que les mesures d'austérité, d'inspiration néo-libérale, et favoriser les encouragements à la fois à la demande — la politique que vous suivez y est radicalement opposée —, aux investissements, à l'innovation, à la recherche et au développement. Or, vous refusez de mener ce type de stratégie et suivez une politique ayant des effets déflationnistes ayant pour conséquence non seulement un taux de croissance beaucoup trop faible des revenus, en particulier ceux du travail ou des allocataires sociaux, mais aussi l'absence de reconversion.

Les restrictions importantes opérées principalement ces deux dernières années sur les investissements publics, ont des effets dramatiques.

Je n'ai pas l'intention de vous lire la totalité du récent rapport de l'Union wallonne des entreprises à ce sujet. Il est suffisamment clair, et vous devez le connaître. Il s'en dégage que notre taux de chômage bat tous les records européens. Le gouvernement parle d'une nouvelle pauvreté qui s'installe, et celle-ci est réelle, mais il se garde bien d'évoquer la nouvelle richesse dont jouissent des personnes qui sont l'objet de ses faveurs.

La conclusion du rapport porte également sur le déficit des finances publiques dont j'ai rappelé les chiffres tout à l'heure. L'accroissement des dépenses publiques en 1987 suit exactement le même rythme qu'en 1986 si l'on considère les quatre ou cinq premiers mois de chacune des deux années. En d'autres termes, malgré tous les efforts imposés à la population, on aboutit à un échec.

Un autre aspect de cette politique économique, à laquelle vous souscrivez finalement, je crois, monsieur le ministre, est la transformation des aides et subventions sous différentes formes, en incitants fiscaux.

Il est vrai que le gouvernement a, à deux reprises, diminué l'impôt des sociétés et qu'il a accordé un certain nombre d'avantages fiscaux.

Mais il faut se rendre compte que les entreprises wallonnes, de même que les entreprises bruxelloises d'ailleurs, sont confrontées à des problèmes de reconversion, de restructuration, de recherche de nouveaux produits ou d'accès à de nouveaux marchés. Par rapport à d'autres entreprises, qui ont déjà opéré leur mutation, elles sont donc confrontées à des coûts supplémentaires de recherche, d'innovation, de pénétration sur certains marchés et de restructuration, entraînés par exemple, par le licenciement d'un personnel ancien.

Les entreprises qui auraient le plus besoin d'être aidées, dans l'intérêt même de la région comme du pays tout entier, j'insiste, ne bénéficient pas, ou très peu, des avantages fiscaux, puisqu'elles se trouvent par définition dans une situation où elles réalisent peu de bénéfices ou accusent même momentanément des pertes.

Le fait de passer d'une politique de subventions directes à une politique d'avantages fiscaux pénalise les entreprises qui sont confrontées à des problèmes de reconversion, mais favorise, au contraire, celles qui ont déjà des produits, qui ont déjà des marchés et qui doivent se développer. Pour elles, il est vrai que les incitants fiscaux sont intéressants. Cet aspect des choses mérite en tout cas un examen approfondi.

Je l'ai répété à plusieurs reprises ces dernières années : ce passage d'un système à l'autre désavantage les entreprises wallonnes.

La politique de déflation que vous menez a un effet convergent. Il est clair que l'on n'opère pas une reconversion aussi aisément quand la demande est en dépression ou stagnante que lorsqu'elle est en expansion, c'est-à-dire lorsque le taux de croissance est suffisant.

Les entreprises dont les produits sont, par nature, destinés aux investissements publics, et par exemple celles qui fabriquent du matériel roulant, sont directement pénalisées par la politique de diminution des investissements que vous avez choisi de mener.

J'en viens à la compétitivité des entreprises. J'invite les membres de cette assemblée à prendre acte de la déclaration du ministre, qui figure aux pages 36 et 37 du rapport.

Depuis que le gouvernement précédent a établi la norme de compétitivité, nous disons que celle-ci ne se mesure pas seulement par rapport au coût salarial, mais aussi par rapport à beaucoup d'autres éléments. A chaque fois, le ministre répond que le coût salarial est le plus important, qu'on ne peut mesurer les autres éléments et que, par conséquent, il ne faut pas en tenir compte.

Nous avons tenu bon et nous sommes revenus à la charge. Je constate aujourd'hui que le ministre des Affaires économiques — et bientôt, je l'espère, tout le gouvernement à sa suite — se rend compte qu'il n'y a pas que le coût salarial, mais aussi le coût de l'énergie, les charges d'intérêt, les éléments structurels. Après avoir prêché dans le désert pendant trois ou quatre ans, je me réjouis de voir que le gouvernement se convertit enfin.

Ce qui me fait moins plaisir, c'est l'apostille de quatre pages du président de la commission, insérée après approbation du rapport et dans laquelle il tente de démontrer qu'il n'est pas possible de tenir compte du coût de l'énergie. Je dis bien « il tente », car j'invite le président de la commission à remplacer partout « coût énergétique » par « coût salarial » ou par « charges financières », et il s'apercevra que son raisonnement reste entièrement valable quant à la difficulté de mesurer le coût salarial du fait des salaires différenciés par secteur, par région, par employé, par ouvrier.

Si j'avais eu connaissance à temps de ce texte, j'aurais ajouté quatre pages identiques en remplaçant « coût énergétique » par « coût salarial ». Le rapport en aurait été plus équilibré. Je regrette d'ailleurs le procédé qui consiste à introduire des notes après approbation du rapport.

M. Hatry. — J'ai indiqué que je n'étais pas d'accord sur le texte et que j'en introduirais un autre.

M. de Wasseige. — Vous l'avez indiqué quand la discussion était close et le rapport approuvé.

M. Hatry. — Ce n'est pas le président de la commission, mais bien un membre qui a exprimé son désaccord et qui s'est réservé le droit d'insérer une déclaration.

De heer V. Van Eetvelt. — De commissie ging akkoord.

M. de Wasseige. — La discussion était terminée.

Vous n'aviez donc pas à intervenir par la suite et je regrette que les rapporteurs aient accepté l'insertion de ce texte.

J'en arrive à la politique énergétique.

En fait, il n'y en a pas et il n'y en a probablement jamais eu dans notre pays. Il est vrai que des politiques ont été menées par les lobbies du pétrole, de l'électricité ou du gaz naturel dans lequel les sociétés d'électricité et pétrolières sont d'ailleurs largement impliquées. Une certaine politique charbonnière a aussi été menée par des groupes financiers qui, aujourd'hui hélas, après la fermeture des charbonnages wallons et la contraction des charbonnages campinois, s'est fortement réduite.

Cette absence de politique, qui n'est pas nouvelle, conduit à des doubles parfois même à des triples emplois en matière d'investissements. Nous regorgeons de gaz naturel dont on ne sait que faire. Les raffineries de pétrole travaillent en dessous de leur capacité. Nous disposons de réserves considérables de capacité de production dans les centrales électriques. Nous n'arrivons pas à écouler les charbons, qu'ils soient d'origine campinoise ou en provenance des terrils wallons où les enlèvements sont largement inférieurs aux prévisions. Nous avons, d'une part, le port de Zeebrugge et, d'autre part, des investissements dans le nucléaire. Bref l'incohérence est complète en matière de politique énergétique.

On pourrait multiplier les exemples. Nous en connaissons tous. Certes, ils ne constituent pas un phénomène nouveau, mais rien ne change.

M. Maystadt, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques. — Ce n'est pas la conséquence de décisions prises par ce gouvernement.

M. de Wasseige. — C'est la troisième fois que je répète que ce phénomène n'est pas nouveau, mais rien ne change car vous ne changez rien !

M. Maystadt, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques. — Le gaz est là. Ce n'est pas nous qui avons conclu ce contrat.

M. de Wasseige. — Le gaz est là et le port de Zeebrugge aussi parce qu'en 1975 un gouvernement PSC-libéral a décidé...

De heer V. Van Eetvelt. — Minister Claes !

M. de Wasseige. — Non, ce n'était pas le ministre Claes pour Zeebrugge. Le contrat avec l'Algérie a été négocié par le ministre Herman en 1976, sous le gouvernement Tindemans. C'est le ministre Claes, dans le gouvernement suivant, qui a décidé de passer de 2,5 milliards de mètres cubes à 5 milliards. C'est la raison pour laquelle, je le répète, j'ai indiqué que le problème n'était pas nouveau.

Une raffinerie de pétrole a été installée à Feluy...

De heer Didden. — Wie was toen de kabinetschef van de minister van Economische Zaken ?

M. de Wasseige. — En effet, j'étais alors chef de cabinet, mais j'ai donné ma démission avant la décision. J'étais en désaccord avec le ministre. Je suis parti, sans faire de bruit. C'est la première fois que je fais allusion à ce désaccord, dix ans après ! J'ai donc été discret. A Feluy, le pipeline était chargé d'alimenter la centrale électrique de Ruïen... qui a été convertie au charbon. Telles sont les incohérences de cette politique. On pourrait, je le répète, multiplier les exemples.

Monsieur le ministre, si vous n'êtes pas maître du jeu, notamment en raison des multinationales pétrolières, vous le demeurez dans un certain nombre de domaines, et c'est ce que je veux souligner ici.

Depuis 1979, chaque fois que ce budget vient en discussion, je ne cesse de répéter — car je suis têtu — que nous n'avons pas un budget des Affaires économiques, mais bien un budget des Affaires nucléaires. En effet, 5 milliards y sont inscrits pour les dépenses en matière nucléaire : les subsides à Belgo-Nucléaire, Kalkar, le Centre d'étude de l'énergie nucléaire de Mol, l'Institut des radioéléments, l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires, l'Euratom, Eurochemic, l'Ondraf, le CERN à Genève, etc. Vous m'objecterez avec raison que ces organismes ne sont pas tous impliqués dans l'énergie nucléaire. En effet, en ce qui concerne l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires et le CERN de Genève, il s'agit plutôt de recherche fondamentale. Pour ces organismes, les subsides se montent à un milliard. L'Institut des radioéléments n'est pas non plus à vocation spécifiquement nucléaire. Déduction faite des deux montants que je viens de citer, il reste néanmoins plus de 3,5 milliards pour l'énergie nucléaire.

Depuis trente ans, la situation a toujours été la même, dans l'ensemble. Il est étonnant que Val-Duchesse n'ait pas touché au secteur nucléaire, alors que c'est chose faite pour les pauvres gens, pour les petits revenus.

Le gouvernement opère certains choix de manière délibérée. Il n'ignorait pourtant pas qu'il était possible de réduire ces trois milliards et demi.

Vous nous dites que le gouvernement belge ne paiera pas les suppléments pour le retard de Kalkar. Or, c'est ce qui s'est produit par trois fois. Ce n'est pas vous, monsieur le ministre, mais les gouvernements précédents qui, par trois fois, ont augmenté la dotation initiale.

M. Maystadt, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques. — Non, monsieur de Wasseige, nous sommes en train de payer l'étalement de notre dette, dette qui a été arrêtée une fois pour toutes. A la différence des Pays-Bas, qui ont payé en une fois, nous avons obtenu des délais de paiement qui nous permettent d'étaler nos remboursements sur cinq ans.

M. de Wasseige. — Mais, antérieurement, des suppléments ont été versés à Kalkar. J'ai suivi le projet depuis fort longtemps. Depuis sept ou huit ans, tout le monde s'accorde à dire qu'il n'aboutira pas. En effet, à partir du moment où la France mettait en chantier Super Phénix, il devenait absurde de continuer Kalkar. Imaginez-vous que Super Phénix est en route, couplé au réseau, depuis six mois — unité de 1 200 MW, tête de filière industrielle et commerciale — et que le prototype Kalkar

n'est pas encore en service et ne le sera probablement jamais! Je m'en réjouis d'ailleurs, car s'il existe des raisons de se méfier d'un accident nucléaire, toujours possible dans une centrale classique, *a fortiori* les surrégénérateurs sont incontestablement beaucoup plus dangereux. En effet, dans un surrégénérateur, ce que l'on appelle une « excursion », c'est-à-dire la fusion du cœur, est possible. Un accident du type Tchernobyl est possible dans un surrégénérateur alors qu'il ne l'est sans doute pas dans un réacteur PWR. En outre, il y a des dizaines de milliers de tonnes de sodium, pouvant s'enflammer au contact de l'air ou de l'eau, et donc, en quelque sorte, des milliers de bombes incendiaires. Soyons réalistes. Dans la situation actuelle de l'Europe et même du monde — en matière de politique énergétique — je ne me place pas uniquement au niveau belge —, il faut abandonner ce type de recherches et de filières en raison de leur coût des risques énormes qu'elles présentent. Les spécialistes admettent que le coût de l'électricité fournie par Super Phénix ou par une des centrales qu'il générera dans une seconde phase atteindrait au moins le double du prix de l'électricité fournie par une centrale nucléaire classique. En effet, le coût d'un tel réacteur est au moins le double du coût d'un réacteur classique. Il s'agit donc d'une impasse, même s'il est tentant pour les ingénieurs, dont je suis, de valoriser les combustibles usés des centrales PWR et de récupérer le plutonium pour l'utiliser dans des surrégénérateurs; mais cette technologie présente beaucoup trop de risques.

J'en viens à la politique de l'électricité.

M. Hatry a formulé tout à l'heure certaines suggestions intéressantes quant à la réalité d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie. Il préconisait notamment d'attirer l'attention des consommateurs sur le coût plus élevé à la consommation de certains systèmes de chauffage. M. Hatry pensait sans doute au chauffage électrique qui coûte moins cher à l'investissement, mais beaucoup plus cher à l'usage. Savez-vous que l'ensemble des installations de chauffage électrique intégral — je ne parle donc pas des chauffages d'appoint — concerne 130 000 logements, soit une puissance de 2 000 mégawatts, c'est-à-dire celle de deux centrales nucléaires de 1 000 mégawatts? Il me paraît important de connaître ces chiffres.

Je me permettrai de poursuivre la suggestion fort heureuse de M. Hatry. Dans le cadre d'une perspective d'utilisation rationnelle de l'énergie, reconvertissons ces chauffages électriques en chauffage au gaz lorsque c'est possible ou en chauffage au mazout. Si le coût est élevé, il n'atteindra toutefois que le tiers ou le quart du prix d'une nouvelle centrale nucléaire. Ainsi, sur une dizaine d'années, nous aurons économisé la puissance d'au moins une centrale nucléaire. La construction de la centrale N 8 ne serait donc plus nécessaire. De plus, les consommateurs seraient heureux de payer des factures de chauffage moins élevées. Il s'agirait alors d'une réelle politique énergétique.

Le taux de croissance de la consommation électrique industrielle avoisine le zéro. Par contre, le taux de croissance de l'énergie électrique résidentielle augmente, essentiellement en raison du développement des chauffages.

Dans le même temps, les sociétés d'électricité nous tiennent des discours selon lesquels l'électricité est une énergie noble qui doit être réservée à des usages spécifiques. Je partage tout à fait cet avis mais le chauffage ne me paraît justement pas faire partie de cette catégorie. Trois calories investies dans une centrale produisent une calorie d'électricité, ce qui représente un gaspillage énorme. Il serait préférable de se chauffer directement au gaz naturel ou au mazout.

Si l'on ajoute à cela le chauffage de l'eau sanitaire qui peut se coupler facilement à un chauffage central au gaz ou au mazout, le gain dépasse les 2 000 mégawatts que j'évoquais tout à l'heure. En effet, les chauffe-eau représentent une consommation de puissance énorme dont les chiffres ne sont prétendument pas publiés.

Des politiques alternatives existent, mais elles ne sont pas suivies.

Enfin, nous constatons que, dans le budget 1987 qui nous est soumis, quatre ou cinq postes portant sur environ 300 millions et concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie sont supprimés. Il s'agit là d'une volonté politique manifestement claire. Si le ministre affirme vouloir rétablir ultérieurement ces postes dans un feuillet, pourquoi ne le fait-il pas immédiatement? En effet, les montants d'un feuillet déposé en fin d'année ne pourront être utilisés que très partiellement. Il serait même assez extraordinaire qu'ils puissent l'être avant la fin de l'année s'ils étaient votés immédiatement.

Ce qui est grave, c'est qu'il n'y a pas de continuité dans la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie, malgré son intérêt reconnu unanimement.

A quoi sert-il d'avoir mené dans les deux Chambres un débat sur la politique énergétique, qui a défini comme objectif prioritaire d'une politique énergétique des formes d'économie d'énergie et une meilleure utilisation de celle-ci, si les deux derniers gouvernements — le débat énergétique date en effet de 1982 — n'en ont tiré aucune conclusion pratique?

Pourtant, ce type de politique aurait été bénéfique non seulement en termes d'emplois, mais également en termes d'activités industrielles. Elle aurait profité à un certain nombre d'entreprises dans les différentes régions du pays plutôt que de favoriser les entreprises extérieures comme c'est le cas, en grande partie, pour des investissements dans les centrales nucléaires. Cette stratégie méritait d'être développée et je regrette de constater que telle n'a pas été la volonté du gouvernement, pas plus que celle du gouvernement précédent.

C'est dans la même perspective que l'on doit considérer — nous y reviendrons à propos des résolutions qui seront abordées au cours de ce débat — que le Comité national de l'énergie où devrait s'établir une politique de l'énergie et dont les différentes composantes devraient pouvoir confronter leurs points de vue afin de dégager les formes de consensus possibles, comme c'est le cas dans d'autres domaines, est tenu volontairement en état de léthargie par le ministre des Affaires économiques, qui en est pourtant le président et qui en a la tutelle. Le ministre va même plus loin puisque le secrétariat du comité est mis en question. Si je ne discute pas la question de savoir si le personnel de ce comité est en surnombre, compétence qui relève de l'Exécutif, je m'intéresse néanmoins, en tant qu'homme politique, à son fonctionnement.

En effet, c'est dans une telle enceinte que peut être discutée une politique énergétique, qu'il est possible de lui donner une certaine orientation, car c'est un lieu où peuvent s'établir des consensus, ce qui est le plus important. Depuis un an et demi que vous vous occupez de ces problèmes, messieurs les ministres, ce Comité national de l'énergie n'a été saisi d'aucune étude, d'aucun projet. Cette situation est désolante.

C'est sur cette dernière constatation que je terminerai mon exposé. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur certains autres bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Capoen.

De heer Capoen. — Mijnheer de Voorzitter, het herstelbeleid van de regering heeft een steeds grotere negatieve invloed op het economisch beleid in het algemeen en op het industrieel beleid in het bijzonder. Of, zoals de gouverneur van de Generale Maatschappij, de heer Lamy onlangs zegde: « Het blinde karakter van de besparingen treft de industrie zwaar. »

Wanneer we de evolutie van de overheidsuitgaven ontleden, zien we dat de besparingen al te veel gebeuren ten koste van de produktieve uitgaven of investeringen en te weinig ten nadele van de consumptie-uitgaven. Men is bezig de toekomst te hypothekeren voor twijfelachtige doelstellingen op korte termijn.

In 1970 vertegenwoordigden de overheidsinvesteringen nog ruim 10 pct. van de overheidsuitgaven. In 1975 was dit aandeel al gedaald tot 7 pct., in 1980 tot 5,5 pct., in 1985 tot 3,3 pct. en dit jaar zal dit aandeel nog nauwelijks 2,5 pct. bereiken. Vandaag lezen wij in de krant dat de Commissie voor coördinatie en oriëntatie van overheidsbestellingen adviseert om voor 1988 nog 32 miljard minder overheidsuitgaven te plannen. Het percentage zal bijgevolg nog aanzienlijk dalen, zodat na een periode van 15 jaar de overheidsuitgaven nog nauwelijks één vierde zullen bedragen.

In vergelijking met de meeste Westerse industrielanden heeft de regering van ons land in veel grotere mate de investeringen opgeofferd aan de consumptie. Deze gang van zaken is sterk te betreuren omdat daardoor de essentiële functies van het investeringsbeleid van de overheid niet meer kunnen worden vervuld. Dergelijk lage investeringsvolumes, die in bepaalde sectoren dreigen te worden teruggeschoefd tot een marginaal niveau, volstaan niet om de opdracht van de overheid te verzekeren namelijk het uitbouwen en in stand houden van een degelijke infrastructuur en het voeren van een echt en samenhangend industrieel beleid.

Twee dossiers, die thans in de actualiteit staan, illustreren ten volle het kortzichtige en uitzichtloze van deze politiek. Ten eerste hebben we het RTT-contract. Door de vertragingen en de beperkingen inzake de investeringen bij de RTT dreigt ons land onherroepelijk achterop te

geraken in de telecommunicatie-infrastructuur, wat wel eens catastrofale gevolgen zou kunnen hebben voor de verdere economische ontwikkeling, omdat precies de aanwezigheid van optimale telecommunicatiemogelijkheden voortaan een steeds grotere rol zal vervullen in het economische gebeuren en nu reeds door vele industrieën als een voorname vestigingsfactor wordt beschouwd bij de keuze van een nieuwe bedrijfsinplanting.

Budgettaire beperkingen en communautaire tegenstellingen hebben geleid tot een vertraagde en halfslachtige beslissing betreffende het fameuze RTT-contract, waardoor onze spits technologie inzake telecommunicatie op de internationale markt ten onder dreigt te gaan.

Door de beperktheid in omvang en duur van dit contract en doordat de steun voor onderzoek en ontwikkeling wordt geschrapt, waardoor Vlaanderen opnieuw sterk wordt benadeeld inzake wetenschapsbeleid en wetenschappelijk onderzoek, zullen de betrokken bedrijven niet in staat zijn om via deze overheidsopdrachten gelijke tred te houden met de internationale concurrenten die, zoals het in deze sector gebruikelijk is, wel de nodige ondersteuning krijgen op hun respectieve binnenlandse markt.

Ten tweede is er het NMBS-dossier.

Het terugschroeven van de investeringen bij de NMBS is dramatisch omdat dit in de eerste plaats onvermijdelijk zal leiden tot het verval van de omvangrijke vervoersinfrastructuur van de NMBS, wat op zijn beurt een ernstige verstoring zal teweegbrengen in de andere sectoren van het vervoer, met alle nadelige gevolgen vandiende voor de globale economie. Wij denken hierbij onder meer aan verkeersopstoppen en allerlei vertragingen.

In de tweede plaats zullen de bedrijven in de sector spoorwagematerieel zonder binnenlandse markt vallen, wat, naast het onmiddellijke verlies aan arbeidsplaatsen, op langere termijn kan leiden tot het volledig verdwijnen van deze sector, juist omdat ook hier de binnenlandse referenties onmisbaar zijn om tot de internationale markten te kunnen doordringen. Om op industrieel vlak te overleven moeten vele bedrijven, die in een internationale en zeer competitieve markt werken, een bepaalde schaal kunnen halen. Voor deze bedrijven is de thuismarkt dan ook van levensbelang.

Nu blijkt dat de overheidsbestellingen steeds meer in de sectoren van de spits technologie plaatsgrijpen, is het belangrijk dat die investeringen meer continuïteit vertonen en als instrument van het industrieel beleid worden gehanteerd. En laten we hier geen misverstanden over ontstaan. Wij zien de taak van de overheidsbestellingen duidelijk als een instrument voor het industrieel beleid en niet, zoals tot op heden het nog al te veel het geval is, als een middel om bepaalde bedrijven in stand te houden of hun lijdensweg te verlengen. De krenterigheid waarmee de regering middelen vrijgeeft voor toekomstgerichte activiteiten, staat in schril contrast met de vele miljarden aan subsidies die jaarlijks worden uitgedeeld aan de bedrijven die grotendeels behoren tot de sectoren die in de teruggangsfase van hun ontwikkeling zitten en dus meestal weinig of geen toekomstperspectieven hebben. Deze subsidiestroom bedroeg in 1986 297 miljard frank, terwijl diezelfde bedrijven in hetzelfde jaar 148 miljard frank, of nog niet eens de helft, als vennootschapsbelasting terugbetaalden. Dat de betrokken bedrijven voor drie vierde behoren tot de overheidssectoren in de zogenaamde vijf nationale sectoren doet niets af aan de vaststelling dat het overheidsgeld ondoeltreffend wordt aangewend en zeker geen bijdrage betekent voor de zo noodzakelijke industriële vernieuwing. Volgens de OESO-economen verlengt de Belgische overheid aldus het bestaan van sectoren die niet langer competitief zijn, waardoor de schaarse beschikbare middelen niet kunnen worden gebruikt voor het tot stand brengen van nieuwe rendabele produktielijnen. Dit laatste is nochtans onontbeerlijk om België in staat te stellen zijn positie onder de grote industrielanden te handhaven, aldus de OESO.

De industriële vernieuwing is echter dringend. Wij moeten aanwezig blijven in de hoogtechnologische sectoren en de sectoren die voldoende toegevoegde waarde realiseren, omdat dit de enige manier is om onze marktaandelen te behouden en beter nog, te vergroten, om also de tewerkstelling te handhaven en op te voeren en ons welvaartspeil te verzekeren.

Uiteraard is de industriële vernieuwing niet enkel een zaak van de overheid alleen. De grootste en belangrijkste inspanningen moeten gebeuren in de privé-sector, in de bedrijven. Maar ook hier loopt niet alles gesmeerd en dienen er grotere inspanningen te gebeuren om de verouderde industriële structuren te moderniseren, te vernieuwen en te diversifiëren.

Hoewel het investeringsvolume in de voorbije twee à drie jaar gevoelig is toegenomen, verontrust het ons ten zeerste dat het huidige investeringspeil in verhouding tot het bruto nationaal produkt nog steeds een kwart lager ligt dan vóór het uitbreken van de crisis eind 1973.

De strijd tegen de werkloosheid kan niet worden gewonnen met achterhaalde industriële structuren en men kan geen stand houden op de markt en zeker geen nieuwe exportmarkten veroveren met half afgewerkte produkten die dan nog meestal grondstof- en energie-intensief zijn om nog niet te spreken van hun arbeidsintensiviteit. Met dergelijke produkten kunnen wij op de internationale markt zeker geen stand houden — de jongste rapporten daarover zijn zeer duidelijk — want met half afgewerkte produkten of met produkten die een kleine toegevoegde waarde hebben, zijn wij rechtstreeks in concurrentie met de lageloonlanden. Dat dit momenteel aan het gebeuren is, blijkt uit verschillende studies die daaromtrent gebeuren. Dit gebrek aan investeringen om het produktieapparaat te vernieuwen, om nieuwe produktietechnieken in te voeren en om nieuwe concurrentiële produkten te vervaardigen heeft een nadelige invloed op de export. Alle studies en rapporten wijzen erop dat wij marktaandelen verliezen juist en vooral bij de « toekomstprodukten ».

Ons exportpakket beantwoordt steeds minder aan de marktvereisten. Vooral het onvoldoende aanbod aan machines en uitrustingsgoederen in het algemeen blijkt een steeds zwaardere handicap te worden. Deze ongunstige evolutie is des te meer verontrustend omdat het economisch draagvlak in grote mate wordt bepaald door onze export die voor ons van levensbelang is.

In verband met onze concurrentiekracht lijkt het ons aangewezen om de op til zijnde fiscale hervormingen aan te wenden om de loonkosten te drukken door een verlaging van de fiscale en parafiscale lasten op de arbeid. Dit laatste moet volgens de Volksunie gebeuren via een hervorming van de sociale zekerheid door onder meer de bijdragen van de patroon te bepalen op basis van de toegevoegde waarde of, om het in volkse termen te zeggen, door de robotten sociale zekerheid te laten betalen. Immers, alle inleveringen ten spijt, blijven onze loonkosten nog altijd hoger dan bij onze voornaamste handelspartners en concurrenten. Wij willen er echter met nadruk op wijzen dat de loonkost slechts één element is voor het bepalen van het concurrentievermogen. Volgens ons is de beste indicator voor het concurrentievermogen het aandeel van de arbeidskosten in de toegevoegde waarde omdat deze maatstaf ook de rendabiliteit en de kwaliteit in rekening brengt.

De voorbije maanden hebben wij kunnen vaststellen dat een lichte herleving van de economische bedrijvigheid onmiddellijk een gevoelige stijging van het energieverbruik tot gevolg heeft. Deze evenredige toename van het energieverbruik is een objectieve maatstaf om aan te tonen dat de industriële omschakeling nog niet ver gevorderd is. Per hoofd zijn we nog altijd de grootste energieverbruikers van de EG of anders gezegd: wij hebben nog altijd de grootste hoeveelheid energie nodig om één eenheid toegevoegde waarde te realiseren. Deze vaststelling brengt ons niet alleen terug bij de hiervoor bepleite industrievernieuwingen, maar is tevens een vingervijzing voor de noodzaak van een samenhangend energiebeleid.

De spectaculaire daling van de olieprijs met in zijn zog die van de andere grote energiedragers, heeft zowel bij de overheid en de bedrijfswereld als bij de particulieren een zekere euforie teweeggebracht en ook een grote mate van laksheid inzake energiebesparingen in de hand gewerkt. Redelijkerwijze mogen we aannemen dat de lage energieprijzen van tijdelijke aard zijn en dat een algemene opleving van de wereldeconomie de prijzen zal omhoog jagen. Maar zelfs indien dit het geval zou zijn, dan nog zijn er redenen genoeg om verder te streven naar energiebesparingen en naar een rationeler energieverbruik. Alleen al ecologische overwegingen moeten ons aansporen deze opties te nemen. Daarom betreuren wij dat de inspanningen voor een rationeler energieverbruik en voor het zoeken naar alternatieve energie tot een minimum zijn teruggebracht en dat het leeuwendeel van de middelen nog steeds gaat naar onderzoek en ontwikkeling inzake kernenergie. Tevens is het gevaar groot dat onze industrie, bij gebrek aan voldoende aandacht voor deze problematiek, achterop zal geraken in de ontwikkeling van deze nieuwe industrietak, waarbij heel wat spits technologie aan bod komt en waarvoor een grote exportmarkt open ligt.

Wij herhalen onze klacht dat de centrale regering zich met haar beleid inzake het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie, het Fonds voor de industriële vernieuwing, het Nationaal Solidariteitsfonds en Wetenschapsbeleid al te veel begeeft op het terrein van de gewestelijke bevoegdheden. Het is onaanvaardbaar dat de regering telkens opnieuw initiatieven neemt op het vlak van de reconversie, terwijl

deze materie tot de uitsluitende bevoegdheid van de gewesten behoort. Het Fonds voor industriële vernieuwing is volgens de verklaringen van de regering in het leven geroepen om een belangrijke rol te spelen in de modernisering en de vernieuwing van het productieapparaat van de onderscheiden gewesten in het land. Door besparingen ten koste van het FIV en, erger nog, door de taken van dit fonds te verminderen, hypothekeert de regering de industriële reconversie en belemmert ze de gewesten om een eigen industrieel beleid te voeren.

Ook hier wordt er bespaard ten koste van de investeringen. Nogmaals blijkt het herstelbeleid vol tegenstrijdigheden te zitten. Om de vooropgestelde doelstellingen inzake tewerkstelling, concurrentiekracht en export te bereiken, moeten juist meer middelen worden vrijgemaakt om een snellere en diepgaande industriële omschakeling mogelijk te maken. Wij eisen dus meer dan ooit de onmiddellijke en onvoorwaardelijke overdracht van alle bevoegdheden en van de nodige middelen ten einde een volwaardig gewestelijk reconversiebeleid mogelijk te maken.

Inzake wetenschapsbeleid dringen wij aan op een spoedige uitvoering van de maatregelen van het Sint-Catharina-akkoord betreffende de overheveling van enkele wetenschappelijke instellingen. De nodige middelen moeten worden verschaft om deze instellingen optimaal te laten functioneren. Van de regionalisering moet uiteraard gebruik worden gemaakt om de vlaamse achterstelling inzake wetenschappelijk onderzoek ongedaan te maken.

Hiermee zijn wij dan beland bij de transfers en bij de twee snelheden die het sociaal-economisch gebeuren in ons land kenmerken en scheef-trekken. De rekening die Vlaanderen hiervoor betaalt, loopt jaarlijks op tot minstens 120 miljard frank.

Momenteel is iedereen het erover eens dat de gewestvorming van 1980 geen voorbeeld is van een doelmatige bevoegdheidsverdeling. De gewesten hebben te weinig bevoegdheden om een eigen sociaal-economische politiek uit te stippelen en uit te voeren. Bovendien is een goed beheer nagenoeg onmogelijk omdat er onvoldoende verband is tussen de bestedingsmogelijkheden en de financiële verantwoordelijkheid. Daarbij komt nog dat de regering de bevoegdheden van de gewesten met allerlei initiatieven doorkruist en uitholt waardoor een sluitend beheer onmogelijk wordt gemaakt. Dit leidt tot immobilisme en verspilling. De halfslachtigheid van de huidige staatsstructuur belet een fundamenteel herstel- en saneringsbeleid.

De algemene verarming kan maar worden stopgezet door een vooruitstrevend en samenhangend industrieel beleid. Hiervoor moet men de eigen dynamiek van de gewesten en de gemeenschappen tot ontplooiing laten komen. Dit vereist evenwel een federalisering van de instrumenten van industrieel beleid en wetenschappelijk industrieel onderzoek. Met de huidige wetgeving is deze verdergaande federalisering mogelijk, ten minste als de politieke wil daartoe aanwezig is. In Vlaanderen is die wil aanwezig en leeft het besef dat, mits er beschikking is over de financiële en economische hefboomen, op korte termijn de industriële activiteit kan worden gemoderniseerd en er kan worden overgeschakeld naar zeer technologische en nieuwe producten. Een zelfstandig Vlaanderen zou zich voldoende kunnen wapenen om de strijd tegen de crisis succesvol te voeren. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Victor Van Eetvelt.

De heer V. Van Eetvelt. — Mijnheer de Voorzitter, zowel bij de burgers als bij een aantal politici blijkt duidelijk dat de mentaliteit ten opzichte van de bedrijven sinds 1982 grondig veranderd is.

Vóór 1982 wees men bij manier van spreken de vinger naar de bedrijven, die nog winst maakten. Het woord «ondernemingswinst» werd als iets pejoratiefs aangezien.

Meer en meer heeft de gedachte opnieuw terrein gewonnen, dat economische vooruitgang en verhoogde tewerkstelling maar mogelijk zijn wanneer er gezonde en winstgevendende bedrijven zijn. De groei van gevestigde ondernemingen en de realisatie van nieuwe projecten vormen hiervoor de beste waarborg.

Bij het begin van de huidige legislatuur — in het najaar van 1985 — hebben de ondernemers terecht gepleit voor het doortrekken van het herstelbeleid dat voor de regering sedert 1982 een constante is geweest.

Belangrijke maatregelen ten gunste van de bedrijven werden door haar genomen. Ik citeer de belangrijkste:

1. De muntherschikking van februari 1982 en de daarmee gepaard gaande loonmatiging;

2. De instelling van de wettelijke concurrentienorm;

3. De wet-Cooreman-De Clercq, waardoor 70 miljard eigen middelen naar de ondernemingen gingen door middel van de openbare uitgifte van nieuwe aandelen;

4. Op fiscaal gebied werden maatregelen genomen waardoor de winstbelasting van 48 naar 45 pct. werd gebracht en van het aanslagjaar 1988 af zal deze belasting op 43 pct. worden gebracht;

5. Het ontwerp van interprofessioneel akkoord 1987-1988 waardoor wij een spectaculaire terugkeer kenden naar de vrijheid van de paritaire onderhandelingen, maar waar toch rekening dient te worden gehouden met de noodzakelijke competitiviteit;

6. De tweede fiscale wet, waarin 8 wegen worden opgegeven om investeringen en arbeid fiscaal te stimuleren met onder meer het arbeidsdivident en de gemeenschappelijke risicobeleggingsfondsen;

7. Het invoeren van het derde-leeftijdssparen, waarlangs weerom gelden vrijkomen voor de ondernemingen. Immers, ten minste 30 pct. dient te worden belegd in Belgische aandelen, waardoor het investeren wordt aangemoedigd.

Alleszins een indrukwekkende lijst van bedrijfsvriendelijke maatregelen die de voorbije 5 jaar door de regering werden genomen, omdat zij ervan overtuigd is dat de bedrijfsinvesteringen en de uitvoer de meest dynamische krachten achter de activiteitenverbetering blijven.

Wij kunnen ons afvragen of op dit terrein de nodige resultaten werden bereikt.

Volgens een CEPESS-document deed er zich op het gebied van de bedrijfsinvesteringen een kentering ten goede voor van 1984 af. Voor 1986-1987 mag ondanks de hoge reële renten zelfs een acceleratie van de bedrijfsinvesteringen worden verwacht. De investeringsenquête van de NBB, gehouden in mei 1986, gaat uit van een te verwachten investeringsgroei van 20 pct. in nominale termen voor 1986. Deze gunstige ontwikkeling is het gevolg van de goede afzetvooruitzichten in binnen- en buitenland en van de toegenomen rendabiliteit van de bedrijven.

Problematisch is evenwel dat het niveau van de investeringen in België in 1987, naar schatting nog steeds 13,4 pct. onder het niveau van 1980 zal liggen, terwijl de Europese Gemeenschap tussen 1980 en 1987 een volumegroei van de investeringen met naar schatting 6,3 pct. zal hebben gerealiseerd.

De vraag kan worden gesteld, mijnheer de minister, waarom wij onder dit niveau van 1980 zijn gebleven. Tijdens de besprekingen in de commissie voor de Economische Aangelegenheden, hebt u een viertal punten opgegeven, voornamelijk op internationaal niveau, die ten grondslag liggen aan die te trage groei van de investeringen.

De spaaroverschotten in de bedrijven waren weliswaar broodnodig om de kapitaalstructuur te verbeteren, maar de komende maanden dienen alleszins nieuwe en produktieve investeringen te geschieden, waardoor deze Europese achterstand kan worden opgehaald.

Bemoedigend is alleszins dat uit de jongste enquête van de Nationale Bank blijkt dat de investeringen in de Belgische industrie over heel 1987 dertien procent hoger zullen uitvallen dan in 1986.

De uitvoerprestaties van ons land doorstaan vrij goed de vergelijking met de EEG-resultaten. Hierdoor ontstond een indrukwekkende verbetering van de lopende rekening tussen 1982 en 1986: aangezien onze uitvoer in die periode sneller groeide dan onze invoer, wist ons land in 1986 een overschot te accumuleren van vermoedelijk 2,5 pct. van het BNP. Voor 1987 verwacht de OESO nog een verbetering van dit overschot tot 3,5 pct. van het BNP. Voot de periode 1986-1987 verwacht de OESO zelfs een sterkere uitvoergroei in België dan in de rest van de EEG.

Niettegenstaande deze gunstige uitvoerprestaties zou volgens de Nationale Bank België sinds 1984 toch marktaandelen aan het verliezen zijn in het buitenland. Dit verlies is in 1986 de resultante van een winst van marktaandelen in de lidstaten van de EEG en van een verlies van markten in de VS, de OPEC-landen en de ontwikkelingslanden.

Dit laatste heeft als oorzaak respectievelijk de daling van de Amerikaanse dollar en het koopkrachtverlies van de OPEC-landen.

Maar wat vooral bijdraagt tot het verlies van marktaandelen is de samenstelling van ons uitvoerpakket en de geografische structuur van de uitvoer. De vraag kan worden gesteld of de overheid of de regering, op het vlak van de informatie hier geen rol kan spelen, naar de bedrijven toe. Sensibiliseren met het oog op een grotere diversificatie van een aantal producten lijkt mij wenselijk.

Meer dan ooit zal de uitvoer de rol van de binnenlandse vraag als motor van de groei moeten overnemen.

De mogelijke reële loonsverhogingen in een aantal sectoren kunnen een impuls geven aan het beschikbaar gezinsinkomen, maar de bezuinigingen, overeengekomen in het Sint-Annaplan, zullen een neerwaartse invloed uitoefenen op het gezinsinkomen.

Ook de bestedingsuitgaven van de Belgische overheid stijgen in 1987 volgens de OESO-ramingen nauwelijks boven het niveau van 1980 uit, daar waar deze uitgavencategorie voor het geheel van de EEG in de overeenkomstige periode met 10,4 pct. toeneemt.

Dit wordt voor ons nog duidelijker uit het antwoord van de minister over de investeringen van de openbare sector in de bouw. Hier bestaat, aldus het verslag, een ernstig probleem: het aandeel van deze sector is teruggelopen van 51 pct. van de 378 miljard investeringen in 1981 tot 33 pct. van de 313 miljard in 1985.

Sommigen, ook in de regering, zoals de heer Gol, zijn dan ook de mening toegedaan dat opnieuw overheidsinvesteringen dienen te worden vrijgemaakt omdat openbare werken jobs scheppen. Zover echter zou ik niet willen gaan. Zonder de Keynesiaanse toer te willen opgaan, pleit ik op het vlak van de investeringen voor een zeer selectief relancebeleid, dat het herstelbeleid evenwel niet in het gedrang brengt.

De vergelijking gaat misschien niet helemaal op maar nu vele gemeentebesturen uit de rode cijfers zijn geraakt — wat weliswaar heel wat inspanningen heeft gekost — stellen wij toch vast dat zij opnieuw geneigd zijn openbare werken in eigen beheer uit te voeren, waardoor de bouwsector kan worden aangemoedigd en tewerkstelling kan worden gecreëerd.

Ik pleit voor een selectieve relance te meer omdat de OESO in haar jongste rapport voor ons land in de periode 1987-1988 een inzakken van de binnenlandse bestedingen verwacht.

Investeren om te investeren en uitvoeren om uit te voeren heeft weinig zin als dit niet gepaard kan gaan met een verhoogde tewerkstelling. Zoals ik het reeds zei, gezonde en winstgevende bedrijven zijn een *conditio sine qua non* voor verhoogde tewerkstelling.

De regering heeft door de vele reeds opgesomde bedrijfsvriendelijke maatregelen weliswaar een halt toegevoegd aan de werkloosheid.

Wij zouden de vraag kunnen stellen, mijnheer Op 't Eynde, waar wij op het ogenblik met de werkloosheid zouden staan indien de regering de voorbije jaren die maatregelen niet zou hebben genomen.

De mannenwerkloosheid bedraagt in Vlaanderen de helft van het Europees gemiddelde. In België bedraagt de werkloosheid bij mannen 8,1 pct., wat 2 pct. minder is dan het Europees cijfer. De werkloosheid bij vrouwen bedraagt daarentegen 16,8 pct. en ligt ver boven het Europees gemiddelde van 11,9 pct. De jongerenwerkloosheid neemt af in Vlaanderen en in Brussel, maar de structurele werkloosheid blijft in ons land zeer problematisch.

Tijdens de bespreking van de begroting heeft de Vice-Eerste minister terecht gewezen op de oorzaken van de werkloosheid waarmee niet alleen ons land maar ook heel Europa te maken heeft: daling van de tewerkstelling in de verwerkende nijverheid sinds 1970; er komen minder banen bij in de dienstensector sinds 1980; het stopzetten van arbeidsplaatsen in de overheidssector wegens de begrotingsmoeilijkheden.

Dit alles ligt ten grondslag aan de afbraak van de tewerkstelling op een ogenblik dat het arbeidsaanbod aanzienlijk steeg, omdat talrijke leeftijdsklassen op de arbeidsmarkt kwamen en vooral ook omdat het aantal actieve vrouwen geweldig is toegenomen.

In tegenstelling tot wat u beweert, mijnheer Op 't Eynde, en ik baseer mij daarvoor op een CEPES-document, moet de overheid in haar werkgelegenheidsbeleid haar twee-sporenstrategie intens blijven volgen. Zij moet enerzijds een geschikt macro-economisch kader blijven creëren waardoor bedrijven nieuwe mensen kunnen aanwerven. De voorbije jaren hebben wij de resultaten van deze strategie kunnen waarnemen. Anderzijds moet de overheid door diverse maatregelen de doelmatigheid van de arbeidsmarkt bevorderen, bij voorbeeld door het stimuleren van de deeltijdse arbeid.

Wat dit laatste punt betreft, dient meer samenhang in het werkgelegenheidsbeleid tot stand te komen en dient eveneens een grondige evaluatie te geschieden van de diverse maatregelen. Immers, ook op het vlak van de regionalisering rijzen hier problemen.

Tijdens het jongste begrotingsdebat in de Vlaamse Raad werd door voorzitter Geens onder meer nog het voorbeeld aangehaald dat de Vlaamse regering in Vlaanderen arbeidsplaatspremies creëert en de nationale regering een plus-één-plan lanceert, twee initiatieven op dezelfde tewerkstelling gericht.

Tot slot wens ik de nadruk erop te leggen dat het lopend sociaal akkoord zou moeten lukken, vooral inzake arbeidsplaatsen en vormingsmogelijkheden. Wij zien met veel belangstelling uit naar de jobcontrole die de komende weken door de regering zal worden uitgevoerd. De regering moet alleszins optreden indien de resultaten onvoldoende zouden zijn.

Mijnheer de staatssecretaris, morgen zal ik het woord nemen bij de bespreking van de resoluties over het uitrustingsplan en de oprichting van een achtste kerncentrale. Vandaag sta ik even stil bij de problemen rond Distrigaz.

Tijdens de bespreking van de begroting van Economische Zaken in de commissie heb ik mijn bezorgdheid geuit over het akkoord dat Distrigaz had bereikt betreffende de afname van Algerijns aardgas.

Het blijkt nu immers dat deze volumes geen afzet vinden tegen de geldende prijzen. Het Algerijns gas is veel duurder dan het overige gas, omdat de aanvoerkosten zo hoog zijn, voornamelijk het transport met dure methaantankers en het hervergassen. De totale prijs van het Algerijns gas — alle aanvoer- en vergassingskosten inclusief — ligt enkele tientallen procent hoger dan die van het Nederlands gas.

De vraag die kan worden gesteld is hoe men die overschatting heeft gemaakt.

Bij het sluiten van het contract leefde men weliswaar met de vrees voor energieschaarste. Maar heeft men gas niet te veel met economie vermengd? Inderdaad, men rekende op tegenbestellingen in België terwijl de lobby van Zeebrugge zijn terminal heeft willen verantwoorden.

Bovendien nemen zowel de elektriciteitscentrales als de andere industriële verbruikers minder af dan was verwacht en is de milieuwetgeving in België relatief tolerant ten opzichte van zware stookolie, die in het buitenland zwaarder wordt belast dan in België. Stookolie is trouwens de grootste concurrent van gas.

Ik heb dan ook vernomen dat het contract dat Distrigaz met Sonatrach ondertekende niet kan worden nageleefd, met andere woorden, dat Distrigaz er niet in slaagt tenminste 500 miljoen m³ door te verkopen.

Het antwoord dat u mij gaf in de commissie is niet voldoende. Hoe ver staat het concreet met de onderhandelingen? Het probleem bestaat al verschillende jaren en wordt alsnog acuter. Hoe ver staat het met de arbitrageprocedure? Overweegt men het contract te verbreken? In dat geval worden de investeringen waardeloos. Welke zijn de verliezen die de voorbije jaren door Distrigaz zijn geleden: 200 miljoen, 400 miljoen of 1 miljard per jaar? Hoe ver staat de privatisering van Distrigaz? (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Boël.

M. Boël. — Monsieur le Président, je voudrais profiter de la discussion du budget des Affaires économiques pour exposer quelques-unes de mes vues en ce domaine si important dont vous avez la responsabilité, monsieur le ministre.

Ce sont celles d'un libéral, chef d'entreprise, sidérurgiste du centre de la Wallonie.

Deux idées-forces s'en dégagent: la liberté maximum, dans le cadre de la loi, et le pragmatisme, en ce sens que tout doit être essayé et contrôlé par l'expérience; si cette dernière est concluante, tant mieux; dans le cas contraire, il faut apporter les modifications nécessaires et se conformer à l'expérience et non à des dogmes.

Pour comprendre la réalité économique, il convient de se situer dans le contexte géographique et historique. La Belgique est au centre de l'Europe. C'est un petit pays qui possède un grand potentiel industriel, une situation géographique unique et qui a joué au maximum la carte européenne. Nous en connaissons les avantages, mais cette situation comporte aussi des désavantages, notamment à l'intérieur de l'Europe où s'accroît la mobilité des entreprises, des travailleurs et des cadres.

Nous ne bénéficierons plus du protectionnisme et, pour ce qui est des commandes publiques, nous devons accepter la concurrence des pays voisins. Nous devons naturellement, en contrepartie, exiger de pouvoir agir de même à leur égard.

Cela implique également la liberté du capital. Tous les mouvements de fonds sont absolument normaux à l'intérieur d'un marché commun.

Etre libéral au XX^e siècle, c'est se placer entre le libéralisme du XIX^e, où le laisser-faire et le laisser-passer conduisaient essentiellement à la domination du fort sur le faible, et éviter toute tendance au totalitarisme et au dirigisme tels que nous les connaissons dans les régimes de pays pas tellement éloignés de nous, notamment à l'Est.

J'ai lu ce matin une phrase de mon ami et ministre Decléty et je la fais entièrement mienne: «La détention de la propriété d'une entreprise ne donne pas tous les pouvoirs. La position de force des travailleurs ne leur donne pas tous les droits.»

En tant que responsable de l'économie, vous devez, monsieur le ministre, fixer le rôle que vous voulez donner à l'Etat en dehors de ses rôles traditionnels: affaires étrangères, sécurité intérieure, sécurité extérieure, grands travaux, éducation et sécurité sociale. Vous devez établir les règles du jeu. Ce qui nous importe le plus, c'est qu'elles soient clairement définies, que vous créiez le climat nécessaire afin que l'économie puisse prospérer et fructifier.

Ce climat, pour l'instant, se trouve à un point d'évolution. Après tous les abus, débordements et dérapages que nous avons connus à la fin des années 1970, vous avez, tout d'abord, en tant que ministre du Budget et, à présent, comme ministre des Affaires économiques, dans un gouvernement qui s'est fixé comme but de rétablir un certain réalisme dans les dépenses publiques, voulu éviter que celles-ci ne continuent à augmenter; vous avez arrêté leur croissance et elles sont maintenant en régression. Vous l'avez fait par une politique de grande austérité et, lors des dernières élections, le pays vous a suivi. Mais je crois qu'aujourd'hui, ce climat ne nécessite plus une austérité totale, mais une austérité permettant une certaine relance.

M. de Wasseige. — Voilà qui est bien.

M. Boël. — Vous êtes, dans ce but, en train de mettre au point — j'ai d'ailleurs été très heureux et fier d'y participer — des lois fondamentales qui précisent mieux le cadre dans lequel les entreprises et l'économie belge peuvent agir. Il s'agit notamment de la loi sur la protection des consommateurs.

Nous abordons, à présent, la loi sur la concurrence. La limitation et le contrôle de celle-ci sont la contrepartie nécessaire d'une libéralisation complète des prix. Ces deux éléments sont non seulement indissociables, mais simultanés.

Je souhaiterais toutefois insister sur un point dont l'importance ne nous a pas encore suffisamment frappés. Il s'agit, dans le problème social, de la faille terrible que constitue l'absence d'un cadre légal pour les syndicats.

Alors que nous vivons dans un Etat de droit, voilà toute une section de l'activité de notre pays qui échappe à toute loi.

J'estime que les syndicats sont absolument indispensables. Talleyrand disait: «On ne s'appuie que sur ce qui résiste». Nous avons d'ailleurs toujours, depuis plus de trente ans, considéré les syndicats comme nos partenaires sociaux. Ils doivent être représentatifs, démocrates, responsables, fiables, mais il faut également qu'ils soient transparents, tant légalement que financièrement.

Le droit et la justice permettent à tous les citoyens de faire respecter les contrats qu'ils signent. En ma qualité de chef d'entreprise, lorsque je signe aujourd'hui un contrat avec un syndicat, je n'ai aucun recours légal pour l'obliger à respecter ce qui a été conclu et ne puis me fier qu'à sa bonne foi.

Contraire aux syndicats, comme les associations patronales, à être des entités légalement installées dans le droit, permettrait de résoudre de nombreux problèmes, et notamment celui de la grève. Celle-ci serait alors insérée dans une notion de contrat et ne serait possible que dans les cas prévus par ce dernier. La grève constitue un recours dont on ne peut jamais priver les syndicats, mais c'est un recours extrêmement grave et les dégâts qui peuvent en résulter dans l'entreprise peuvent être catastrophiques. Il suffit pour en être convaincu de se référer au cas de l'entreprise Cuivre et Zinc.

A mon avis, cette légalisation complèterait dans notre économie la réelle répartition des responsabilités, des pouvoirs et des droits.

Vos prédécesseurs surtout et vous-même, monsieur le ministre des Affaires économiques, vous vous êtes occupés non seulement du climat, mais avez également voulu une conduite active de l'économie. Dans ce but, le système des aides a été établi: tout d'abord les aides garanties de l'Etat, ensuite les aides directes et, actuellement, les aides en capital.

Il est absolument certain que l'abus de ces aides a engendré la situation catastrophique dans laquelle notre économie s'est trouvée en 1980 et je ne citerai, comme exemple, que la sidérurgie.

Mais il est faux de croire que l'on peut supprimer toutes les aides aujourd'hui. Celles-ci ne doivent cependant ni se substituer au capital privé ni être attribuées selon les mêmes critères qu'auparavant, mais doivent déboucher sur une restructuration et privilégier principalement l'aspect social.

Le problème qui se pose maintenant se résume en ces termes: service public ou privatisation?

Il est incontestable que de nombreux services peuvent être pris en charge par le secteur privé, notamment dans les domaines où règne la concurrence, où il n'y a pas de monopole ou de solidarité.

Mais il faut reconnaître que dans certains des grands secteurs, la solidarité est non seulement indispensable, mais un droit pour tous et qu'elle implique, au-delà du profit, une nécessité du service public. Celui-ci doit, dans cette optique, être bien dirigé et assumer les responsabilités d'une gestion privée. Les dirigeants doivent pouvoir être récompensés ou punis. Les agents des services publics doivent, en outre, être conscients du fait que leur clientèle est le public, qu'ils sont à son service et que la grève est, par conséquent, difficilement acceptable.

Les secteurs transférés au secteur privé doivent supporter les avantages et les inconvénients de celui-ci, c'est-à-dire les profits, la concurrence et, en cas d'échec, les pertes financières, les fermetures, et pour la direction, les sanctions.

Lors de mon dernier conseil d'entreprise, j'ai résumé, en quatre chiffres, ma vision du problème belge. J'ai établi une comparaison s'étendant de 1974 à 1987.

Au cours de cette période, le coût du salaire brut de l'entreprise a été multiplié par 2,58; le salaire net, perçu par l'ouvrier, avant déduction de ses impôts personnels, a été multiplié par 2,15; l'indice du coût de la vie a été multiplié par 2,21, tandis que les charges sociales l'ont été par 4,14. Ces quelques chiffres constituent un résumé des problèmes rencontrés par notre industrie, compétitivité et notre avenir.

Ce problème doit faire l'objet d'un réexamen. Nous sommes tous prêts à fournir un effort considérable mais pour ce faire, nous devons être motivés. La façon la plus simple de provoquer cette motivation en Belgique, à l'heure actuelle, est de permettre à celui qui perçoit un salaire d'en conserver une plus grande partie pour lui-même et d'en donner moins à l'Etat. Il faut absolument que la fiscalité qui touche le revenu du travail soit comparable à celle appliquée aux revenus mobiliers. Notre fiscalité du travail doit être compétitive et comparable à celle de nos pays voisins.

Elle est, aujourd'hui, beaucoup plus élevée. Je ne dois pas vous donner les chiffres, vous les connaissez.

Pour cette raison, j'estime qu'il est essentiel, pour faire redémarrer la machine industrielle belge, de revoir la fiscalité, je vise par là le décumul, le plafonnement à 50 p.c. avec un taux le plus élevé équivalent à celui qui frappe les revenus mobiliers. Ce programme ne peut, bien entendu, se réaliser en une fois, mais doit s'étaler sur quatre ans pour s'achever en 1992. C'est indispensable car ce sont les hommes qui font marcher les machines, qui consentent les efforts, qui recherchent les commandes, la clientèle. Ils doivent, dès lors, être motivés.

Il ne faut pas oublier non plus un autre phénomène très important, celui de l'Etat-client, c'est-à-dire le problème des commandes publiques.

En Belgique, l'Etat est un «gros» client des entreprises qui se sont organisées pour le servir. Elles ont investi, se sont développées, ont évolué, ont fait des recherches pour leurs clients, non pour des clients d'un jour, mais pour des clients permanents avec lesquels elles pourraient évoluer et développer leurs fabrications; ce que l'on produit pour l'Etat

belge est d'ailleurs un exemple pour l'extérieur, une vitrine pour l'exportation, si importante pour notre pays.

Qu'a-t-on fait ? On a commis une erreur fondamentale — et je regrette de n'avoir pas été suffisamment au courant des mystères du budget pour le comprendre — lorsqu'on a voté l'arrêté des pouvoirs spéciaux statuant non seulement sur les crédits d'investissement non utilisés, mais aussi sur les crédits d'ordonnancement, c'est-à-dire en empêchant de garder l'argent destiné à payer les commandes et en ne permettant pas de le reporter alors que les investissements étaient effectués et restaient inéluctablement à payer.

Nous sommes maintenant confrontés à un véritable problème résultant du fait que l'on est à court d'argent pour payer les commandes et davantage encore pour procéder à de nouveaux investissements. Je suis désolé et bats ma coulpe car j'estime que le Parlement a commis une grave erreur en permettant cela.

L'Etat est un mauvais payeur, il est lent à payer; tout le monde en est conscient et tout le monde est prêt à consentir un certain effort d'investissement s'il était assuré que l'Etat est fiable.

Il s'impose dès lors de rétablir la confiance dans le développement de l'Etat. Il vous revient, monsieur le ministre, et à votre gouvernement aussi, de dire : « Nous avons pratiqué l'austérité pendant cinq ans, nous avons consenti des efforts énormes. » Nous avons d'ailleurs entendu aujourd'hui le ministre du Budget nous confirmer que cet effort est bien réel, et j'ai tout lieu de le croire.

Quand un cheval s'est emballé, on tire sur les rênes pour l'arrêter, mais de temps en temps, si le cheval continue sa course, on est obligé de lâcher un peu les rênes : on tire, on lâche, on tire. J'estime que, dans le secteur de l'économie, il faut lâcher un peu. Vous devez nous donner une certaine anticipation active, raisonnable qui nous permette de repartir, de donner un coup de fouet. Je suis convaincu que de la sorte nous pouvons, notamment par cette nouvelle motivation fiscale, relancer l'économie tout en évitant une inflation supplémentaire et sans courir le risque de débordements budgétaires, l'augmentation de l'activité permettant d'accroître les rentrées fiscales. C'est absolument indispensable. En effet, on doit terminer les programmes en cours qui, d'ailleurs, nous ont tant coûté déjà. Je songe notamment à l'un des programmes fondamentaux de ma région qui concerne le canal du Centre et son nouvel ascenseur, au problème de l'électrification des lignes de chemins de fer, etc.

La RTT doit, elle aussi, être modernisée. En effet, les communications qui étaient, il y a quinze ans, notre fierté sont devenues, comparées au reste de l'Europe, lamentables. Or, un pays vit par ses investissements. Que serions-nous sans nos routes, nos autoroutes et sans nos ports ? Ce sont des investissements qu'il faut avoir le courage de faire, compte tenu du fait que toute somme investie est récupérée pour moitié, par une augmentation de l'activité et une diminution du chômage.

En revanche, toute diminution d'investissement entraîne, au prorata et pour la moitié, des frais supplémentaires. Après l'austérité que nous avons connue, une politique de relance, par le biais et des commandes publiques, et d'une fiscalité mieux adaptée, sur les revenus du travail est indispensable.

L'énergie est, pour la Belgique, un élément fondamental. L'industrie en a besoin pour travailler. L'énergie la plus importante, comme l'a souligné le rapporteur, est l'électricité. Or, la production d'électricité est, aujourd'hui, entre les mains du secteur privé et gérée par des sociétés assumant elles-mêmes le financement sans recueillir aucun subside ou aucune aide de l'Etat. Notre pays dispose ainsi de toute l'électricité dont il a besoin.

M. de Wasseige. — Mais il faut payer cher !

M. Boël. — Non, monsieur de Wasseige. L'électricité n'est certainement pas bon marché, mais elle ne coûte pas plus cher que toute autre énergie. Elle présente surtout l'avantage énorme d'être fiable.

M. Henrion, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Si, en 1990, notre pays disposera, nous le savons, de toute l'électricité dont il aura besoin, mes collègues britanniques et italiens se plaignent amèrement d'une production déficitaire en électricité dans leurs pays respectifs.

En Belgique, un comité de contrôle, auquel j'ai participé pendant cinq ans, en qualité de représentant des consommateurs, a réuni, et j'en suis fier, le « mieux » du privé avec le « mieux » du contrôle de l'Etat. Nous devons donc faire confiance à ce comité de contrôle qui a programmé un plan d'équipement de dix ans, le temps requis pour qu'une grande centrale soit opérationnelle.

La filière du nucléaire a été choisie parce que les centrales fonctionnant au charbon ne peuvent plus, aujourd'hui, être alimentées avec un combustible belge économiquement valable. Le charbon campinois sera toujours beaucoup trop cher. Si même nous décidions de créer ce type de centrale, il faudrait importer le combustible et ce serait une erreur. Je suis donc favorable à la centrale nucléaire.

Le plan d'équipement 1983-1993 avait fixé la construction d'une huitième centrale nucléaire. Seule, sa date d'implantation devait être fixée et déterminée en fonction des besoins du pays. Le plan 1985-1995 a conclu à la nécessité de la mise en fonction industrielle de cette unité en 1995. Il fallait, par conséquent, entamer les travaux dès maintenant.

Légalement, il appartenait au gouvernement de statuer, dans le délai fixé par la loi budgétaire du 8 août 1980, c'est-à-dire avant le 8 avril 1985. Ce plan a fait l'objet de l'avis favorable et unanime du Comité national de l'énergie et du Comité de contrôle. En 1986, il a été à nouveau confirmé à l'unanimité alors que l'on savait qu'EDF ne prendrait pas sa participation mais on avait constaté une augmentation de la consommation de 3,3 p.c., au lieu des 2,5 p.c. prévus.

Pour moi, il est indispensable de construire cette centrale. D'aucuns citent l'accident survenu à Tchernobyl. Mais la filière n'était pas la même. Nous connaissons les problèmes de sécurité des Russes. Nos centrales sont conformes au principe anglais *fail safe*, c'est-à-dire qu'elles s'arrêtent en cas d'accident. Or, dans ce cas, les centrales russes s'emballent; la preuve en a été donnée.

A la lueur de l'expérience de Tchernobyl, s'il fallait prévoir des sécurités supplémentaires, on disposerait de tout le temps nécessaire pour les mettre en place durant la construction de la centrale.

Monsieur le ministre, je suis tout à fait catégorique et le répéterai lors de la résolution, la Belgique paie aujourd'hui le fait que vous n'ayez pas décidé de construire la centrale N8. Les dépenses préliminaires et d'aménagement, qui se montent aujourd'hui à un milliard cent millions de francs, sont engagées. Tant mieux, c'est une avance prise. Mais les pénalités de retard pour la France qui peuvent atteindre 1 milliard 640 millions, seront versées, à partir du 30 septembre, pour la turbine et l'alternateur alors qu'elles le sont déjà pour les chaudières nucléaires. Je trouve que c'est de l'argent bêtement gaspillé.

Par ailleurs, la construction de la centrale N8 qui peut commencer demain sans coûter un centime au budget, implique, pendant neuf ans, de l'emploi pour plus de 4 800 personnes, particulièrement de la Région wallonne. Par contre, la non décision de la part du gouvernement entraîne un coût social de trois milliards de francs.

Pour moi, la conclusion est extrêmement simple. Vous devez aujourd'hui décider de faire démarrer la construction de cette centrale, mais le problème ne relève pas directement de votre budget, je le sais.

Malgré mes idées très nettes sur les réalisations que vous devriez faire en matière nucléaire, je voterai, avec le groupe PRL, votre budget, mais je demande que dans celui de 1988, vous teniez compte de mes observations. J'espère qu'à ce moment-là, je pourrai vous approuver plus complètement encore que je ne le fais aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Gryp.

De heer Gryp. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil het eerst hebben over het effect van het energiebeleid op het leefmilieu.

Het is absoluut noodzakelijk het gebruik van loodvrije benzine aan te moedigen door deze goedkoper te maken dank zij een verlaging van de accijnsrechten of een verhoging van deze op gelode benzine. Hierbij herinneren wij aan ons wetsvoorstel ter zake. Dit voorzag bovendien in een drastische snelheidsbeperking tot 80 km en 100 km op respectievelijk gewone wegen en autowegen. Hierdoor wordt meteen het onheuse argument weggewerkt dat de hoge snelheden het gebruik van katalysatoren in de weg staan. Het volstaat snelheidsovertredingen op dezelfde wijze te bestrijden als in Noord-Amerika, ofwel de motoren voldoende af te stellen. Dit heeft tegelijkertijd een gunstige weerslag op de veiligheid en dus op de uitkeringen voor ziekte en invaliditeit.

In verband met de regionalisering van wetenschappelijke instellingen wijs ik erop dat men de huidige moeilijkheden naar aanleiding van de zinloze regionalisering van SCK en IRE had kunnen vermijden door de Agalev-Ecolo-amendementen op het wetsontwerp ter bekrachtiging van het Sint-Catharina-akkoord aan te nemen. Instellingen die voor 70 pct. van hun activiteiten opdrachten uitvoeren met betrekking tot nationale sectoren, zoals kernenergie, moeten onder nationale bevoegdheid ressorteren.

Voorts kreeg ik van de staatssecretaris graag een antwoord op de volgende vraag: werd of wordt in de voorbije of komende sensibiliseringscampagnes over rationeel energieverbruik gewezen op de irrationele aanwending van elektriciteit voor warmteopwekking, wat gepaard gaat met een uitzonderlijk laag calorisch rendement, dus met een enorme energieverkwisting. Het terugdringen van deze onverstandige toepassing van elektriciteit zou de hoeksteen moeten vormen van een politiek van rationeel energieverbruik.

In verband met het belangrijke actueel probleem van een mogelijke uitbreiding van ons kernpark kan ik niet nalaten te betreuren dat de voorzitter van de Senaatscommissie voor de Economische Aangelegenheden tijdens zijn betoog de voorzitter van de informatiecommissie nog maar eens opnieuw onder druk probeerde te zetten om de werkzaamheden van deze laatste commissie te bespoedigen zodat zo spoedig mogelijk de bestellingen voor N8 kunnen worden geplaatst. Dat is op zijn minst misplaatst. Het wordt tijd dat de ondernemerswereld inziet dat de regering nog andere belangen en waarden te verdedigen heeft dan de dividenden van de aandeelhouders van Tractebel en andere bedrijven uit de nucleaire sector.

De onbeschaamde manier waarop de kernenergielobby de jongste weken én de regering én het Parlement én de bevolking chanteert om nog vóór het einde van het jaar een beslissing af te dwingen voor de bouw van een totaal overbodige achtste kerncentrale, tart elke verbeelding. Ongeacht de nieuwe feiten, zowel op economisch als op maatschappelijk vlak zoals het niet-beantwoorden aan de voorspellingen van de vraag naar elektriciteit, het overaanbod aan elektriciteit, de daling van de dollarkoers, de daling van de olieprijs, de beslissing van EDF om af te zien van de beloofde afname van 50 pct. van de productie van Doel V en niet het minst het begrijpelijke wantrouwen van de bevolking ten opzichte van kernenergie sinds Tsjernobyl, blijven de woordvoerders van de kernenergielobby steeds weer de verbruikers, de overheid en nu zelfs het Parlement bedreigen met het doorrekenen van de boetes die het gevolg zijn van onverantwoorde contracten, aangegaan door privé-bedrijven die een verkeerde inschatting hebben gemaakt van de te verwachten evolutie op energiegebied. Als de ondernemerswereld beoordelingsfouten maakt en daardoor verkeerde investeringen aangaat, moet zij de gevolgen daarvan zelf dragen en ze niet afwentelen op de gemeenschap.

Het is de hoogste tijd dat de collega's die hier deze economische belangengroepen vertegenwoordigen hun opdringerige initiatieven een beetje terugschroeven en de informatiecommissie voor nucleaire veiligheid haar uiterst belangrijke opdracht, met de tot nu toe aan de dag gelegde ernst en nauwgezetheid, verder laat uitvoeren, in een serene sfeer en vrij van welke druk ook, onontbeerlijk om dergelijke moeilijke en delicate taak tot een goed einde te brengen. De vaststelling dat een land, waar 67 pct. van de geproduceerde elektriciteit afkomstig is uit kernenergie, bij de duurste landen behoort voor de huishoudelijke sector, zet een definitieve domper op de jarenlang voorgehouden mythe van de goedkope nucleaire elektriciteit. In dit verband moet er tevens op worden gewezen dat het levensgrote probleem van het radio-actieve afval nog lang niet opgelost is en dat de hoge kosten voor onderzoek ter zake nog steeds ten dele op de gemeenschap afgewenteld worden, vermits de producenten slechts bijdragen voor het gedeelte ervan dat niet gedekt wordt door het aandeel van de Europese Gemeenschap. Zo blijkt althans uit het antwoord van de staatssecretaris op een vraag in verband met het aanrekenen van de onderzoekskosten voor de stockering in kleilagen aan het NIRAS door het SCK.

Graag vernam ik hoeveel de bijdrage van de Europese Commissie bedraagt en welk percentage van de totale onderzoekskosten zij vertegenwoordigt. Ook vernam ik graag waarvoor het plutonium dat vanuit La Hague tegen 1992 opnieuw in België moet worden verwacht, uiteindelijk aangewend zal worden. Bovendien zou ik graag vernemen waarom geen commerciële gegevens over dat soort transacties mogen worden meegedeeld. Gaat het hier misschien over militaire bestemmingen?

Het gebrek aan soepelheid van kerncentrales ten opzichte van klassieke centrales brengt met zich dat de vooropgestelde groeiwet van 2,5 pct.

waarschijnlijk steunt op het piekverbruik en niet op het basisverbruik. Ik kreeg hierop graag een antwoord.

Hoe kan de staatssecretaris uitleggen dat het huidige energiebeleid tegelijkertijd streeft naar diversificatie en uitbreiding van het nu reeds indrukwekkende kernpark? Zijn dit geen tegenstrijdige doelstellingen?

Ik vernam nog graag de mening van de staatssecretaris over de volgende vaststelling: de organisatie van de controle en inspectie op de nucleaire inrichtingen werd door het Parlement via de wet van 29 maart 1958 toevertrouwd aan de Koning. Via het koninklijk besluit van 28 februari 1963 heeft de Koning deze bevoegdheid afgestaan aan privaatrechtelijke ondernemingen. Is dit wel wettelijk?

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op.

In verband met de steenkoolmijnen wil ik de aandacht vestigen op het volgende. Het is opvallend dat in een land dat over een eigen steenkoolbekken beschikt met geen woord gerept wordt over de enorme valorisatiemogelijkheden van de carbochemie, waardoor steenkool, naast de functie van energiedrager, ook een rol toebedeeld krijgt als waardevolle grondstof voor de productie van de bouwstenen van de scheikundige nijverheid of voor de synthese van brandstoffen, zoals in grote industrielanden zoals de Verenigde Staten, de Sovjetunie, de Bondsrepubliek en Zuid-Afrika gebruikelijk is. Bovendien wil ik er nogmaals op wijzen hoe zinloos het plan-Gheyselinck wel was, om de helft van onze steenkoolreserve te laten verloren gaan, samen met duizenden werkplaatsen, met als voornaamste doel hand- en spandiensten te bewijzen aan de oppermachtige kernenergielobby.

De heer Didden. — Wat zegt u nu, mijnheer Gryp?

De heer Gryp. — Dat staat, anders uitgedrukt, in het verslag van de heer Gheyselinck aan de regering. Ik kan u de passage voorlezen als u dat wil.

Buiten het nutteloos opdrijven van de werkloosheid in Limburg, is het resultaat van deze kortzichtige operatie dat we nog een stuk meer afhankelijk zullen worden van invoer uit de Verenigde Staten tegen dumpingprijzen, van bloedsteenkool uit Zuid-Afrika en van invoer uit de Bondsrepubliek waar de binnenlandse productie beveiligd wordt door de *Kohlenpfennig*.

De heer Didden. — Als u dat zegt, dan moet u eraan toevoegen tegen welke prijzen ons land die kolen koopt.

De heer Gryp. — Maar u moet de zaak macro-economisch bekijken en alles in rekening brengen. Ik kan u voorrekenen hoe groot de totale kost van de operatie zal zijn en hoe groot de sociale lasten zullen zijn die nu op de rug van de gemeenschap zullen vallen in de vorm van werkloosheidsuitkeringen.

De heer Didden. — Dat geldt voor alle sectoren.

De heer Gryp. — U moet het macro-economisch bekijken. U bekijkt alles in schijfjes. In België kan men nooit eens iets globaal benaderen.

De heer Didden. — Het gaat hier over geldmiddelen. Er moet een overheid zijn die in zulk geval de middelen op tafel wil leggen om de bedrijvigheid op lange termijn in stand te houden.

De heer Gryp. — Mijnheer Didden, het is niet de eerste maal dat ik op deze tribune de zaak te berde breng. Ik heb tijdens een vorige uiteenzetting uitdrukkelijk de macro-economische balans opgemaakt van heel de operatie. U kan dat nakijken in de *Parlementaire Handelingen*. Ik heb duidelijk met cijfers aangetoond dat heel die operatie negatief uitvalt voor de Schatkist.

In verband met het aardgas wil ik het volgende kwijt.

Daar waar *pipelines* uit Algerije en Siberië bestaan, lijkt het ons totaal zinloos eerst het gas met energieverbruik vloeibaar te maken, dan met enorme transportkosten deze gevaarlijke lading middenin een overbevolkt gebied over te pompen en het tenslotte, opnieuw gas geworden, op te slaan. Irrationeler kan het niet.

Wij stellen tenslotte vast dat de vernieuwbare energie nog steeds ongelooftijd stiefmoederlijk wordt behandeld. Dit zou het belangrijkste

hoofdstuk van de begroting moeten zijn. De voornaamste inspanning van het SCK zou moeten gaan naar studieopdrachten op dit vlak, onder andere op het gebied van windenergie en geothermie. In plaats daarvan wordt een belachelijk bedrag ingeschreven, terwijl meer dan 70 pct. van het budget nog steeds naar de nucleaire sector gaat.

Mijnheer de Voorzitter, ik kom thans tot het besluit van mijn betoog. De begroting is eens te meer de getrouwe weerspiegeling van het Belgische energiebeleid, dat vooral gekenmerkt is door de afwezigheid van een beleid. Voor de Groenen moet het energiebeleid in ons land grondig worden herzien, vooral in het licht van de ervaringen en lessen van Tsjernobyl. Voor ons is de vraag al lang niet meer of kernenergie ja dan nee aangewend moet worden voor elektriciteitsproductie. Voor ons is de vraag enkel nog: op hoeveel tijd en op welke aanvaardbare en haalbare wijze, dit wil zeggen zonder het welzijn van de bevolking aan te tasten, zonder het milieu te belasten, en zonder te hoge financiële lasten voor de gebruiker, kunnen wij onze energiebehoeften tegemoet komen zonder kernenergie?

Twee wetenschappelijke studies hebben ons in staat gesteld hierop een afdoend antwoord te geven, in de vorm van een uitstapscenario, waardoor binnen een termijn van zeven jaar ons land het kan stellen zonder kernenergie. Een van de voornaamste pijlers waarop dit scenario steunt, is het voeren van een degelijk rationeel energiebeleid, waarbij een belangrijke rol toegekend wordt aan progressieve tarificatie, zoals verwoord in ons wetsvoorstel ter zake. Andere kenmerken zijn decentralisatie, warmtekrachtkoppeling in industrie en dienstensector, maximale aanwending van hernieuwbare energie, vermindering van elektrische warmte-toepassingen, en, aan de aanbodzijde, de geleidelijke sluiting van kerncentrales, opgevangen door de verlenging van de levensduur van de bestaande thermische centrales, na hun aanpassing aan milieuvriendelijke verbrandingsprocedures van aardgas en steenkool, gepaard met de bouw van wervelbedcentrales op KS-steenkool en afvalkolen. De spreiding van dit scenario over zeven jaar is noodzakelijk om een voor ons onaanvaardbare milieubelasting te vermijden.

Dit alles is haalbaar mits een lichte verhoging van de kilowattuurprijs. Het geeft daarbij een nieuwe bestaansreden voor onze steenkoolmijnen en een nieuwe bestemming voor onze aardgascontracten. Bovendien heeft het scenario een gunstige invloed op economie, tewerkstelling, leefmilieu en op de onafhankelijkheid van onze energievoorziening, terwijl het nucleaire risico wegvalt. Onze keuze is dus vlug gemaakt. Tsjernobyl aan de Schelde? Neen, dank u! Want het kan ook zonder! *(Applaus op de banken van Ecolo en op sommige socialistische banken.)*

M. le Président. — La parole est à M. Hofman.

M. Hofman. — Monsieur le Président, mon intervention, dans le cadre de la discussion générale du budget 1987 du ministère des Affaires économiques portera sur quatre chapitres: l'accord de la Sainte-Catherine, le secteur de la construction, la politique des prix et le secteur des assurances.

Mais auparavant, je voudrais m'associer aux paroles prononcées par notre collègue M. de Wasseige quant à la méthode de travail utilisée pour rédiger le rapport de la commission.

Trop souvent, ont été insérées des pages entières développant la politique du gouvernement. Ces textes n'ont pas été prononcés durant les réunions.

On y a même développé un projet de loi en discussion à la Chambre au sujet de diverses mesures fiscales à adopter en vue d'encourager la modernisation de l'économie.

M. de Wasseige l'a dit: c'est inadmissible. Ces faits nous ont d'ailleurs amenés à ne pas approuver le rapport.

M. Maystadt, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques. — En ce qui me concerne, j'ai fait ce que l'on m'a demandé.

M. de Wasseige. — Vous n'êtes pas en cause, monsieur le ministre.

M. Hofman. — Je ne vous mets absolument pas en cause, monsieur le ministre.

Je n'ai pas voulu évoquer ici le long texte qui traite de la norme de compétitivité et de tout le développement du secteur pétrolier; M. de Wasseige s'en est chargé. Je pense toutefois que ces questions auraient

pu faire l'objet de discussions un peu plus approfondies au sein de notre commission.

J'en viens maintenant aux divers chapitres que j'ai annoncés au début de mon intervention.

Je commencerai par évoquer l'accord de la Sainte-Catherine que nous pouvons qualifier aujourd'hui, avec quelques mois de recul et en tenant compte des nombreuses questions qu'il soulève, d'élucubration nocturne. Dans la presse de ce jour, d'ailleurs, on le qualifie de «compromis baroque».

En commission, constatant les difficultés rencontrées, vous avez déclaré, à plusieurs reprises, qu'il faut exécuter cet accord dans le respect de la loi du 8 août 1980. Mais je suppose que cela, vous le saviez avant la conclusion de l'accord. Alors pourquoi avoir prévu une clause de simultanéité qui était inapplicable? S'agissait-il de laisser croire à la Région wallonne que, malgré l'utilisation des ristournes, la Flandre ne retirerait pas de «bonus» final?

Maintenant, neuf mois après la signature de l'accord, vous tenez un autre langage. En commission, vous précisez que l'application de la clause de simultanéité est possible pour une partie de l'accord. On est bien loin de la décision intervenue en novembre 1986, qui précisait que «les divers volets de l'accord doivent» — et j'insiste — «être exécutés simultanément».

Vous nous avez également annoncé une réunion spéciale du comité de concertation consacrée à cette nouvelle interprétation de la clause de simultanéité. On entend parler de «transfert équivalent au bonus de la Région flamande» ou encore de «débits parallèles». Est-il possible d'obtenir des précisions à ce sujet?

Je voudrais terminer cette partie de mon intervention en vous posant deux questions relatives aux institutions de recherche. La convention entre l'Etat et l'institution scientifique régionalisée est-elle la formule retenue pour permettre à cette institution de continuer à avoir des activités qui relèvent de la compétence nationale? Les provisions, que vous évoquiez en commission, à constituer pour le démantèlement des installations du CEN seront-elles inscrites dans le budget national?

J'aborde maintenant le secteur de la construction.

En commission, vous avez cité le rapport annuel de la Confédération nationale de la construction pour illustrer l'évolution de ce secteur.

Ce n'est pas la légère amélioration constatée du côté des bâtiments non résidentiels qui va rendre la situation de l'ensemble de ce secteur moins difficile. Les travaux de génie civil subissent très durement la diminution des investissements publics. Le rapport annuel de l'industrie cimentière, que nous venons de recevoir, insiste sur deux phénomènes qui aggravent encore les dispositions adoptées par le gouvernement dans le cadre de sa politique de restriction budgétaire.

Ce rapport estime qu'en raison des dépenses diverses liées, par exemple, aux révisions de marché ou aux expropriations, l'activité réelle due aux nouvelles commandes de travaux ne cesse de se contracter.

Les dépassements anormaux des délais réglementaires de validité des offres introduites par les entreprises pour des travaux publics sont également cités dans ce rapport qui évoque même un report délibéré des mises en chantier ou l'abandon de certaines commandes publiques. S'agirait-il d'une nouvelle technique budgétaire visant à diminuer encore les investissements?

Le rapport de la commission indique que le développement des formules de financement alternatif constitue une piste qui pourrait être explorée davantage. N'est-ce pas, en fait, s'inscrire dans la politique de privatisation voulue par certains? Serait-il possible de connaître vos idées à ce sujet?

Je parlerai maintenant de la politique des prix et, plus spécialement, du chapitre consacré à l'inflation et à l'indice des prix.

Je ne vais pas contester les différentes prévisions relatives à l'inflation des mois et années futurs, avec ou sans produits énergétiques. Pourtant, il s'agit d'une matière susceptible d'ouvrir un large débat. Je me limiterai à envisager la réforme de l'indice des prix.

Je souhaiterais savoir ce que vous entendez par méthode plus simple et plus scientifique pour enregistrer les prix. Il me semble que ce qui est plus scientifique n'est pas nécessairement plus simple.

Votre appréciation sur la représentativité de l'indice actuel ne manque pas de m'intriguer. En effet, vous regrettez que les promotions de moins d'un mois ne soient pas prises en considération lors du calcul de l'indice.

Vous regrettez aussi que l'on choisisse toujours les mêmes magasins et que l'on n'opte pas plutôt pour ceux qui font des offres exceptionnelles. Mais, monsieur le ministre, serait-ce bien raisonnable? Ne doit-on pas changer de magasins au moment où l'on décide de «rebasen» l'index?

Vous semblez vouloir bâtir le nouvel indice sur des exceptions. Serait-ce bien là une méthode qui doterait notre pays d'un outil fiable, très important pour notre économie et pour le pouvoir d'achat des travailleurs? Utiliser ces baisses momentanées, n'est-ce pas plutôt ouvrir la voie à la manipulation de l'indice des prix?

J'en arrive au quatrième et dernier chapitre que je souhaitais aborder à l'occasion de cette discussion générale: celui des assurances.

Vous reconnaissez que des problèmes existent dans ce secteur; vous précisez d'ailleurs qu'ils sont étudiés par vos services. Pourriez-vous indiquer si c'est l'Office de contrôle des assurances qui effectue ce travail ou si ce sont les services de votre département?

Je pense cependant qu'il s'agit d'une question mineure en regard de l'inquiétude des quelque 880 000 souscripteurs de l'épargne-pension.

Le gouvernement, dans le souci de prolonger l'opération connue sous le nom «Monory-De Clercq», a mis en place un nouveau type d'assurance-vie. Le but de l'opération est donc essentiellement fiscal. Et ce ne sont pas les événements qui se sont passés à la commission des Finances de la Chambre qui me démentiront.

On peut se demander si cette formule est la plus apte à aider les gens à l'âge de la retraite? Les travailleurs ne vont-ils pas être, en fin de compte, les victimes de cette politique? Ne souhaitent-ils pas tout simplement jouir d'une pension convenable au lieu de risquer d'être pénalisés par un système incohérent?

Monsieur le ministre, vous venez de modifier l'assurance-auto, vous projetez de modifier l'assurance-incendie. Vos actions dans le domaine des assurances semblent aller tous azimuts, sans grande concertation. Pourriez-vous nous dire si une idée maîtresse guide toutes ces initiatives? Ou alors, vous contentez-vous de suivre la politique préconisée par d'autres ministres, comme ce fut le cas pour l'épargne-pension?

Avant de conclure mon intervention, je m'en voudrais de ne pas évoquer le domaine de l'information et de la protection du consommateur. Vous nous avez expliqué en commission le remaniement que vous réalisez parmi les services affectés à ce secteur et qui consiste à créer une nouvelle direction dénommée «Consommation et Crédit». Nous ne pouvons que regretter, compte tenu de l'importance de plus en plus grande que prend ce secteur dans la vie de chacun, que le cadre de cette direction ne soit pas complet. En outre, nous ne pouvons admettre qu'après avoir adopté un projet constituant un premier pas dans le sens d'une meilleure information et d'une meilleure protection du consommateur, vous n'ayez pas augmenté les crédits du CRIOC. Pire, vous avez diminué le poste des dépenses en matière d'information des consommateurs.

Cette dernière remarque faite, je vous rappelle, monsieur le ministre, que je vous ai posé un certain nombre de questions sur quatre chapitres, à savoir: l'accord de la Sainte-Catherine, le secteur de la construction, l'indice des prix et le secteur des assurances. Je vous remercie déjà des réponses que vous ne manquerez pas de m'apporter. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Langendries, rapporteur.

M. Langendries, rapporteur. — Monsieur le Président, en tant que rapporteur, il sied que j'essaie de dissiper ce qui n'est peut-être qu'un malentendu.

Les deux intervenants, MM. Hofman et de Wasseige, ont souligné qu'ils n'étaient pas d'accord sur le fait que des notes du ministre ont été reprises intégralement dans le rapport.

M. de Wasseige. — Je n'ai pas dit cela, monsieur le rapporteur. Vous auriez dû être présent quand je suis intervenu.

M. Langendries. — Monsieur de Wasseige, j'ai écouté votre intervention avec grande attention.

M. de Wasseige. — Je n'ai pas critiqué la présence des notes du ministre, mais bien le fait que le rapport n'accordait pas assez de place aux diverses interventions qui ont eu lieu en séance de la commission.

M. Langendries. — C'est ma deuxième préoccupation, et je voulais en faire part au Président.

M. de Wasseige. — J'ai regretté que des notes aient été introduites par le président de la commission, après approbation du rapport.

M. Langendries. — Puis-je rétablir la vérité?

Effectivement, en commission, des reproches ont été émis par M. de Wasseige en ce qui concerne la présence intégrale de notes remises par le ministre, comme cela arrive fréquemment. M. de Wasseige a estimé que ce procédé n'était pas normal, une discussion n'ayant pu avoir lieu sur lesdites notes.

Le président de la commission a alors proposé que les membres qui le souhaitent déposent les notes qu'ils désirent voir figurer au rapport, ce qu'il a fait lui-même. A ma connaissance, M. de Wasseige n'a déposé aucune note.

Personnellement, je trouve qu'il est inélégant d'adresser de telles critiques en séance publique après ce qui s'est passé en commission.

M. de Wasseige. — A quoi sert un rapport? A collecter des notes que des personnes apportent après la discussion?

M. Langendries. — Monsieur de Wasseige, il est fréquent que le ou les ministres interrogés en commission introduisent des notes supplémentaires et que celles-ci soient reprises dans les rapports. Votre observation pouvait être faite alors. Il suffisait de dire, lorsqu'on a demandé des notes au ministre, qu'elles ne pouvaient figurer au rapport contrairement à la pratique courante.

M. Hofman. — Puis-je ajouter qu'en fait, ces remarques ont été formulées en commission et que nous nous sommes abstenus pour cette raison? Nos explications en séance publique constituent la justification de notre abstention lors du vote sur le rapport, en commission.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Didden.

De heer Didden. — Mijnheer de Voorzitter, vooraleer mijn kritische bedenkingen met betrekking tot de begroting van het ministerie van Economische Zaken aan te vatten betuig ik mijn dank aan de rapporteurs en de voorzitter van de commissie voor de Economische Aangelegenheden die, ondanks alle disputen die wij zoëven gehad hebben, de debatten zeer goed geleid heeft, zoals wij dat van hem gewoon zijn.

Mijn uiteenzetting behandelt een viertal punten. Ten eerste, het belang van de economie in het algemeen voor België en wat er in elk land zou moeten gebeuren om de economische voorwaarden te verbeteren. Het welzijn en de welvaart van België zowel als van andere landen hangt af van de economische ontwikkelingen. In het recente verleden, bij het begin van de jaren tachtig, waren die ontwikkelingen ongunstig. De factoren aan de basis van die ongunstige evolutie zijn bekend: het tekort op de betalingsbalans, een groot overheidsdeficit, een enorme schuldenlast met een groeiende buitenlandse schuld, dalende competitiviteit, hoge inflatie, hoge rentevoeten, problemen met de Belgische frank en een onaanvaardbare hoge werkloosheid.

Wanneer wij deze reeks slechte factoren overlopen, stellen wij in 1987 vast dat het merendeel ervan in goede zin is geëvolueerd, maar dat een tweetal overblijft, namelijk de werkloosheid en de overheidsfinanciën die nog steeds een ongunstig daglicht werpen op de goede ontwikkeling van de jongste drie jaar.

De absolute voorwaarden om tot een verbetering van de werkgelegenheid te komen — ik wens mij daartoe te beperken — is ongetwijfeld het verhogen van de bedrijfsinvesteringen. De vrij hoge capaciteitsbenutting, bijna 80 procent in Vlaanderen, ruim 70 procent in Wallonië en ongeveer 80 procent in Brussel, alsmede de belangrijke financiële reserves van de bedrijven stellen een hoog investeringstempo in het vooruitzicht. Met de reeds geruime tijd vrij stabiele verbeterde conjunctuur die wij kennen, mag worden verwacht dat de investeringen worden gericht op de uitbreiding van de industriële structuur eerder dan, zoals in het verleden het geval was, op rationaliseringsinvesteringen binnen de industrie.

De bedrijfsinvesteringen bedroegen in 1986, op basis van het bruto nationaal produkt, 10,3 pct. voor België. Wanneer wij dit vergelijken met andere OESO-landen, bijvoorbeeld de BRD, 12,2 pct., de Verenigde Staten van Amerika, 12,5 pct., en Japan dat sedert vele jaren een uitschieter is met 18,2 pct., blijkt dat wij achterop blijven ondanks de

gunstige resultaten, ondanks de feitelijke capaciteitsbenutting binnen de industrie. Ook in vergelijking met de jaren zeventig blijft deze toestand nog steeds te negatief. Sedert 1975 treedt een verbetering op — de heer Vic Van Eetvelt heeft daar ook zeer terecht op gewezen — maar de investeringen blijven onvoldoende. Men kan de vraag stellen of de privé-sector nog voldoende geloof in de toekomst van ons land heeft. Nochtans komt het er vandaag op aan dat de privé-sector aantoont dat hij bereid is tot nieuwe investeringen gericht op capaciteitsbenutting en capaciteitsuitbreiding, wat dan automatisch leidt tot nieuwe werkgelegenheid.

Het tweede punt van mijn betoog betreft de ontwikkeling van de dienstensector in het algemeen. Sedert vele decennia is onze economie gericht op de dienstensector. Die sector is de jongste jaren sterker gegroeid dan de industriële sector. In tegenstelling tot de industrie is de dienstensector veel meer arbeidsintensief en minder afhankelijk van de invoer, omdat hij minder grondstoffen gebruikt.

Ook in de Belgische economie zijn de diensten van vitaal belang. Het aandeel van de diensten in de werkgelegenheid is sedert 1970 van 54 pct. tot 68 pct. gestegen. De verhandelbare jobs in de commerciële dienstensector — ik spreek dan nog niet van de overheidsdiensten en de non-profitsector — zorgen voor 46 pct. van alle jobs tegenover 22 pct. voor de industrie. De dienstensector is in absolute cijfers uitgedrukt vandaag goed voor ruim 2,4 miljoen arbeidsplaatsen tegenover 1,1 miljoen voor de industrie, het bouwbedrijf en de agrarische sector inbegrepen. De diensten hebben niet alleen gezorgd voor werkgelegenheid, maar hebben ook een belangrijk aandeel in het bruto binnenlandse produkt verworven. Tussen 1970 en 1984 liep dit aandeel op van 53 tot 63 pct. Naast het arbeidsintensief aspect valt ook het belangrijk aandeel van de dienstensector in de totale investeringen niet te verwaarlozen. Momenteel bedraagt het pakket investeringen in deze sector reeds 70 pct. Het aandeel van de commerciële diensten bedraagt in de totale investeringen ongeveer 52 pct. in de periode 1982-1984. In dezelfde periode was dat slechts 19 pct. voor de industrie. En voordien was het voor de industrie nog slechter.

Hoewel de statistische gegevens over de tertiaire sector bijzonder precar zijn, mag men toch aannemen dat het belang van de diensten in de betalingsbalans toeneemt. Het is vrij moeilijk om statistische gegevens te bekomen over het aandeel van de dienstensector in de betalingsbalans. De Belgisch-Luxemburgse Economische Unie levert daartoe wel interessante gegevens, al moet het aandeel van Luxemburg met zijn banksector ons tot voorzichtigheid aanmanen. In 1983 komt de BLEU op de vierde plaats inzake internationale dienstenhandel en op de achtste plaats inzake het netto positief saldo van de dienstenbalans. Wij bekleden dus een belangrijkere plaats dan vele van de ons omringende landen. Dit houdt in dat wij samen met de volledige BLEU op zijn minst geroepen zijn om deze sector vooral op commercieel vlak sterker uit te bouwen. Het kan niet worden ontkend dat de dienstensector een vitaal onderdeel vormt van ons economisch model. Ik zou dan ook de aandacht van de minister van Economische Zaken willen vragen, hoewel hij niet verantwoordelijk is voor alle ontwikkelingen in deze sector, dit zeer goed in het oog te houden en alles in het werk te stellen om een dienstenvriendelijk klimaat te scheppen. Daartoe moeten geleidelijk drie voorwaarden worden vervuld.

In de eerste plaats moeten wij in ons land over statistische gegevens kunnen beschikken betreffende de dienstensector. Ik vertel niets nieuws wanneer ik zeg dat ons land een openland is op statistisch gebied. Hierin kan geleidelijk verbetering komen zoals ook andere factoren van onze economie geleidelijk zijn verbeterd.

Een tweede voorwaarde die de minister van Economische Zaken ook kan helpen nakomen, is een gelijke behandeling van de dienstensector en andere sectoren. De fiscale, parafiscale, arbeidsbevorderende, investeringsaanmoedigende en innovatiegerichte maatregelen moeten voor alle sectoren gelijkwaardig zijn. De concrete maatregelen zijn talrijk. Ik ga ze hier niet opsommen, maar het zou ons een stap vooruit helpen in de verwezenlijking van een diensteneconomie indien men ter zake niet discriminerend zou optreden.

Een derde voorwaarde betreft het communicatiebeleid, in de ruimste betekenis van het woord. Twee dingen zijn hier noodzakelijk: in de eerste plaats moet een stabiel communicatiebeleid worden gevoerd, zowel inhoudelijk wat de dienstverlening betreft als wat de tarieven betreft. Wij moeten tevens streven naar een modern communicatiebeleid. Dit is zeer belangrijk binnen de dienstensector, vooral wanneer men weet dat de kosten voor communicatie, na de personeelskosten, de tweede kostenfactor vormt in de dienstensector.

In het licht hiervan zijn zowel het recente RTT-contract als de oprichting van het CANAC-centrum te Zaventem belangrijk. Ik weet dat dit niet rechtstreeks tot uw bevoegdheid behoort, mijnheer de minister, maar ik richt mij tot de minister van Economische Zaken die medeverantwoordelijk is voor kostenfactoren die een belangrijke rol spelen in de wezenlijke ontwikkeling van onze economie.

Ik ben zeer bezorgd over de ontwikkeling van het CANAC-centrum. Ik weet dat sommigen, vooral uit de Brusselse periferie, mij hierin niet zullen volgen, maar ik wil in dit verband toch wijzen op de problematiek die de privatisering inhoudt van de uitbouw van dit centrum. Men zou voor de prefinanciering van de investeringen een beroep doen op een bank. Achteraf zou men de *en route*-heffingen aanwenden voor de afbetaling en voor de verschuldigde intresten. Het risico is echter niet denkbeeldig dat de luchtvaarttarieven daardoor zullen stijgen. Wij moeten er ook rekening mee houden dat wij reeds over een goed centrum beschikken, namelijk Eurocontrol. Ik heb echter de indruk dat de minister van Verkeerswezen dit centrum op een slinkse manier aan het ontmantelen is en deze Europese instelling wil centraliseren in het Brusselse Gewest dat dan die taken zal overnemen. Als dit tot gevolg heeft dat Eurocontrol moet verdwijnen en dat de luchtvaarttarieven verhoogd worden, wens ik de hulp van de minister van Economische Zaken in te roepen. Dit is een kostenfactor voor de toekomst.

Ik wil nog twee andere, eerder technische, punten vermelden die rechtstreeks betrekking hebben op enerzijds de energie en anderzijds de ontwikkelingen in mijn provincie in verband met de vermindering van bepaalde energetische activiteiten. Ik denk in het bijzonder aan de ondergrondse vergassing.

In bijlage 6 van het verslag wordt een interessant overzicht gegeven van de proeven inzake ondergrondse vergassing te Thulin. Die proeven worden uitgevoerd door de Instelling voor ontwikkeling van de ondergrondse vergassing in samenwerking met Duitsland en de EG die elk 30 pct. van de kosten dragen. België draagt ongeveer 40 pct. van de kosten. De Duitse partner is niet onbelangrijk. Het *Bundesministerium für Forschung und Technik* wenst deze activiteiten te privatiseren door ze te laten financieren door de *Kohlen Verarbeitung Zweiter Generation*. Deze instantie wil slechts meewerken indien er op korte termijn wordt beslist tot verdere uitvoering van de proeven.

Ook België aarzelt enigszins wat blijkt uit de bijlage van het verslag. Willen wij op korte termijn — vijf of zes jaar — een *break even point* bereiken en dus de mogelijkheid hebben om tot een positief resultaat te komen, dan is het noodzakelijk dat men de *know how* over de ondergrondse vergassing, die men gedurende ruim tien jaar heeft opgebouwd, uitbreidt. Het is naar mijn oordeel wenselijk die proeven op te zetten in de Kempen, niet om nostalgische redenen of omdat ik uit die streek ben, maar op louter technische en financiële gronden. In de Kempen heeft men vetkolen terwijl men te Thulin werkt met magere kolen. Elke eventuele industriële aanwending zou bovendien met vetkolen gebeuren.

Daarom is het logisch dat men de installaties in Thulin niet herstelt. De herstelling is trouwens even duur als de nieuw te bouwen installatie in de Kempen. Ik zou de minister van Economische Zaken en de staatssecretaris voor Energie willen voorstellen om een *joint venture* op te zetten tussen het IOOV en de KS waarin IOOV *know how* inbrengt en KS een gedeelte van haar concessie ter beschikking stelt. Trouwens, dit laatste hoeft geen enkele hinder te zijn voor de exploitatie van de huidige KS vermits men mag verwachten dat de proeven in de oostelijke zone — die trouwens nog dit jaar wordt gesloten — zullen plaatsvinden.

Tot slot wens ik nog iets te zeggen over de Kempense Investeringsmaatschappij. In tegenstelling tot een vorige spreker meen ik dat de noodzakelijke herstructurering van de KS is gebeurd. Er zijn onafwendbare beslissingen genomen. Limburg moet ook hebben voor de hedendaagse reconversiemogelijkheden. Wij mogen niet te lang wachten.

De overheid heeft door het toekomstcontract en de oprichting van de Limburgse Investeringsmaatschappij een belangrijke inspanning geleverd.

Helaas kan niet hetzelfde worden gezegd van de privé-sector.

Nochtans is er te midden van het bos van privé-holdings ten minste één instantie die contractueel verplichtingen heeft overgehouden uit de periode van de fusie van de Kempense mijnen. Ik heb het hier over de KIV, de Kempense Investeringsvennootschap. Deze werd in 1972 opgericht en zou na de stichting van de Kempense Steenkoolmijnen de reconversiepool van de provincie worden. Het kapitaal van deze instelling werd gevormd door de opbrengsten uit diverse goederen van de stichtende vennootschappen voor een bedrag van 1,5 miljard.

In totaal werd tot in 1985 815 miljard geïnvesteerd via aandelen en obligaties in een vijftal bedrijven. Daarnaast werden enkele leningen aan firma's toegestaan, waaronder een lening van 370 miljoen aan Ebès.

Vandaag, ter gelegenheid van de sluiting van weer twee mijnzetels, is de KIV opnieuw belanghebbende partij. Wat zal er met de oude mijnterreinen en mijngebouwen gebeuren nu ze volgens de overeenkomsten van 1967 toekomen aan de Stichtende vennootschappen? Zal hier opnieuw zwaar moeten worden betaald aan privé-vennootschappen die tot op heden geen enkele creativiteit aan de dag hebben gelegd? Ware het niet nuttiger — ik doe een suggestie, maar ik weet dat het niet alleen zaak is van de regering — de KIV te vragen haar middelen integraal toe te kennen aan één van de bestaande overheidsholdings? Het zou de kwalijke geur die over de activiteiten van de KIV hangt, kunnen wegnemen. Het zou ook volgens mij op een meer creatieve manier de tot nu toe uitgebleven activiteiten kunnen aanwakkeren. Ik zal hier niet met name de privé-vennootschappen vernoemen die de verantwoordelijkheid dragen. Het gaat om de grootste vennootschappen in ons land. Zij hebben, tot tien jaar na de stichting van KS een meerderheidsaandeel behouden in de Kempense Steenkoolmijnen. Ingevolge dit meerderheidsaandeel hebben zij een fiscaal voordeel verworven op de lasten die het passief had meegebracht. Zij hebben daardoor de winsten op het onroerend goed kunnen uitsparen. Dat is de werkelijkheid — ik heb dat niet uitgevonden, het staat in studies van universitaire instellingen — inzake de reconversie zoals die na de sluiting van een aantal mijnen in de jaren zestig werd tot stand gebracht.

Het zou te betreuren zijn dat de ereschuld die de KIV aan Limburg heeft en die tot nu toe niet werd ingelost, ook in de toekomst bleef bestaan. Ik vraag de minister en de staatssecretaris dat zij deze vennootschap voor de nabije toekomst op haar plichten en verantwoordelijkheden zouden wijzen. (*Applaus op verschillende banken.*)

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

ORDRE DES TRAVAUX

De Voorzitter. — Dames en Heren, er zijn nog drie sprekers ingeschreven in dit debat. Zij zullen morgen het woord kunnen voeren.

Morgenochtend om 10 uur vatten wij de bespreking aan van de ontwerpen van wet betreffende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken. Onmiddellijk daarna zal het debat over de begroting van Economische Zaken worden voortgezet en zullen we de interpellatie van de heer Hatry en het antwoord van de regering horen. Daarna bespreken wij de drie voorstellen van resolutie. Het zal dan zestien à zeventien uur zijn. Nadien behandelen wij het ontwerp van wet inzake de vluchtelingen.

Nous tentons d'organiser nos travaux le mieux possible.

M. Maystadt, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques. — Pensez-vous, monsieur le Président, que la discussion du budget des Affaires culturelles communes durera toute la matinée de demain?

M. le Président. — J'espère que non. Jusqu'à présent, des orateurs se sont inscrits pour une durée ne dépassant pas trois quarts d'heure. J'ignore le temps que prendra la réponse de vos deux collègues, monsieur le ministre, mais je présume que nous pourrions reprendre la discussion du budget des Affaires économiques vers 11 heures 15 ou 11 heures 30.

Le Sénat est-il d'accord sur l'ordre des travaux?

Is de Senaat het eens met de regeling van de werkzaamheden? (*Instemming.*)

Il en sera donc ainsi.

Dan is hiertoe besloten.

Le Sénat se réunira demain, mercredi 1^{er} juillet 1987, à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, woensdag 1 juli 1987, te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 22 h 10 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 22 u. 10 m.*)

Chambres législatives

SENAT

Tables des publications

Les diverses publications du Sénat (*Annales*, *Compte rendu analytique*, *Beknopt Verslag*, *Bulletin des Questions et Réponses* et *Documents*) parues au cours de la session 1985-1986 feront l'objet d'une part de Tables cumulatives, contenant des références « matières » et des références « auteurs et orateurs » ainsi qu'une liste numérique des projets et propositions de loi, et d'autre part, d'une Table alphabétique des Questions et Réponses.

Les abonnés aux *Annales parlementaires* et les abonnés au *Bulletin des Questions et Réponses* recevront, sans aucune formalité de leur part, un exemplaire de l'édition bilingue des tables qui les concernent.

Les autres personnes intéressées obtiendront ces tables respectivement au prix de 335 F (+ 31 F de frais d'expédition) et de 80 F (+ 9 F de frais d'expédition) à la Direction du *Moniteur belge* - Service de vente.

Wetgevende Kamers

SENAAT

Tabellen van de publikaties

De verschillende publikaties van de Senaat (*Handelingen*, *Beknopt Verslag*, *Compte rendu analytique*, *Bulletin van Vragen en Antwoorden* en *Documenten*), verschenen tijdens de zitting 1985-1986 worden verwerkt, enerzijds in Cumulatieve tabellen die een « zaakregister » en een register van « indieners en sprekers », alsook een nummerlijst van de ontwerpen en voorstellen van wet bevatten, en anderzijds in een Alfabetische Tabel van Vragen en Antwoorden.

De abonnees op de *Parlementaire Handelingen* en de abonnees op het *Bulletin van Vragen en Antwoorden* ontvangen automatisch een tweetalig exemplaar van de desbetreffende tabellen.

Andere gegadigden kunnen de bovenvermelde tabellen verkrijgen tegen de prijs van respectievelijk 335 F (+ 31 F verzendingskosten) en 80 F (+ 9 F verzendingskosten) bij het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* - Verkoopdienst.